60676 23€

TROISIEME ANNEE. — N° 73. 31 MAI 1927.

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

SOMMAIRE

Maurice Thorez	Répondons à l'offensive bourgeoise	601
André Marty	Contre le mensonge du désarmement	608
H. Barbé	La nouvelle organisation de l'armée bourgeoise	614
J. Berlioz	La C. G. T. au service de la bourgeoisie	617
Léon Delhaye	La loi douanière, loi de classe	623
A. Carlier	Le conflit Citroën	629
E. Varga	La politique de la IIe Internationale	634
Merlot	L'entente cordiale contre l'U. R. S. S.	641
Dallet	Où est la solution juste ?	643
Fontenay	Comment organiser le travail d'auto-éducation	646
Antonini	De la création d'un organisme central	649
	Tribune de discussion	

Prix du numéro : 1 fr. 50

ADMINISTRATION
142, Rue Montmartre (2e)

RÉDACTION
120, Rue Lafayette (10e)

PARIS

POUR DEVENIR LÉNINISTE

TEXTES CHOISIS

recueillis par A. BERNARD

TOME I

LE CAPITALISME

En vente à notre Bureau d'Editions, 132, faubourg St-Denis
et à la Librairie de l'*Humanité*, 120, rue Lafayette

Prix : 4 francs

N. BOUKHARINE

Les problèmes de la révolution -:- chinoise -:-

En vente à notre Bureau d'Editions, 132, faubourg St-Denis
et à la Librairie de l'*Humanité*, 120, rue Lafayette

Prix : 2 francs

QUESTIONS FRANÇAISES

Répondons à l'offensive bourgeoise

□□□

Sous la haute direction des conservateurs anglais, le front contre-révolutionnaire et antisoviétique tend à se renforcer. Les provocations à l'égard du Gouvernement prolétarien de Moscou se multiplient. Après Pékin et Shanghaï, où l'impérialisme britannique avait fait opérer les maréchaux chinois contre-révolutionnaires qu'il soudoye, le voici qui effectue directement à Londres une perquisition scandaleuse dans les locaux de la délégation commerciale soviétique.

Et cela, au moment même où Doumergue et Briand viennent apporter respectueusement à sa gracieuse Majesté l'assurance que la France « démocratique » jouera aux côtés de la « loyale » Angleterre sa partie dans le concert antisoviétique. Il est incontestable que le voyage de Londres a été la consécration d'une commune volonté des impérialistes anglais et français de briser le mouvement révolutionnaire national en Chine et d'atteindre l'U. R. S. S. dont ils apprécient l'influence et le rayonnement grandissants.

L'attaque contre l'U. R. S. S. se combine d'ailleurs avec une répression générale du mouvement communiste international. Et c'est bien naturel. L'Etat prolétarien est la citadelle de la Révolution mondiale et les sections de l'Internationale communiste en sont les avant-postes poussés jusque dans les lignes ennemies, les nations capitalistes.

En France plus particulièrement, l'attaque contre notre Parti n'est qu'un des aspects de la vaste offensive gouvernementale et patronale contre les masses laborieuses. Pour effectuer sa rationalisation, c'est-à-dire pour obtenir la diminution des salaires ouvriers en même temps que l'accroissement du rendement à l'usine, la Bourgeoisie tente d'enlever à la classe ouvrière ses militants, ses chefs. Déjà, les mineurs ont été atteints dans leurs salaires. Les métallurgistes de la région parisienne comme leurs camarades de l'Est, ceux des hauts fourneaux et des laminoirs, comme ceux de la mécanique ont également vu réduire leurs salaires. C'est un peu partout les diminutions dans toutes les corporations et demain ce sera l'attaque contre les cheminots.

C'est donc pour poursuivre d'une part, la campagne antisoviétiste, et pour faciliter d'autre part, l'offensive générale du capitalisme en France que le gouvernement d'union nationale s'acharne contre notre Parti communiste. Dans cette politique de répression, il est possible de discerner les attitudes différentes des deux grands groupes bourgeois et il convient de dénoncer certaines manœuvres habiles, bien faites pour troubler les esprits ouvriers.

En premier lieu, le gouvernement d'union nationale a la prétention de sévir impitoyablement. Il fait purger les condamnations prononcées antérieurement par les juges du Cartel. Il engage chaque jour de nouvelles poursuites. Il dresse même à grands renforts de provocateurs et de mouchards un complot « terrifiant » contre de « redoutables espions ». Après avoir tenté inutilement de séparer la masse des militants de la direction du Parti en frappant en bas et en négligeant momentanément le sommet, le gouvernement frappe de nouveau à la tête sans renoncer aux poursuites à la base. Dans les usines le patronat appuie la répression anti-ouvrière par de multiples congédiements, par d'innombrables tracasseries.

Dans ses conseils de guerre, le gouvernement feint de s'apitoyer doucereusement et hypocritement sur le sort des « pauvres soldats victimes des provocations abominables de civils qui se dissimulent » ; il espère ainsi séparer les soldats courageux agissant en ouvriers de leurs frères restés dans les usines. Il n'y saurait parvenir

Le gouvernement Poincaré-Herriot prétend surtout nous « châtrer » en nous réduisant à notre seule activité légale. Il veut faire de nous un Parti de verbalisme révolutionnaire se confinant dans une simple agitation d'allure électorale. Car il n'est pas indifférent pour les représentants de la grande bourgeoisie de pouvoir brandir l'épouvantail bolcheviste en vue d'opérer le rassemblement des « modérés » et des « radicaux nationaux » dans une large Union Nationale. La menace du loup rassemblera sous la houlette du berger le troupeau apeuré des politiciens.

Dans un de ses derniers réquisitoires, l'avocat général Rateau ne nous disait-il pas « Protester contre la guerre du Maroc ! Mais c'était votre droit de citoyen ; vous pouviez même tenir des meetings, faire des manifestations dans les rues. Ce qui est inadmissible, c'est que vous vous adressiez aux soldats, aux marins, c'est que vous appeliez les populations indigènes que la France protège et civilise à la révolte contre la mère patrie. » C'est clair, la grande bourgeoisie nous dit : « Abandonnez tout travail pratique préparant efficacement la lutte révolutionnaire, et faites seulement des discours même antimilitaristes, même révolutionnaires, pourvu que vous ne tentiez pas de passer de la parole à l'acte.

Voyons maintenant les socialistes et les radicaux que l'approche des élections législatives incite à de salutaires réflexions... pour la conservation de leurs sièges. Ceux qui ont « laissé faire l'expérience Poincaré » ou qui l'ont même approuvée de leurs votes,

essaient un mouvement à « gauche ». Les voici qui se *prononcent à la Chambre* contre les poursuites infligées aux députés communistes. Oh ! leur volonté de nous réduire à l'impuissance ne le cède en rien à la haine que nous portent les chefs de l'Union nationale ; ils désirent seulement nous combattre par d'autres moyens. Ils craignent avec raison, que la classe ouvrière reconnaisse les siens dans ceux qui reçoivent tous les coups ; ils voudraient conserver leur influence déclinante par des promesses, par de nouveaux gestes symboliques. Et surtout ils prétendent nous considérer comme une force d'appoint ; leurs préoccupations étroitement électorales les conduisent, sinon à ménager les militants communistes, tout au moins à ne pas heurter brutalement les ouvriers sympathisants à notre Parti. Un Néo-Cartel tente ainsi de se former et cette fois on essaierait d'y inclure les forces communistes. La situation est donc extrêmement compliquée et elle deviendrait extrêmement dangereuse, si le Parti n'était pas ferme dans sa politique comme dans sa tactique.

Les ouvriers ne peuvent, en effet, comprendre pourquoi on traque les communistes si la Chambre semble s'opposer aux poursuites nouvelles contre les députés communistes. Des illusions peuvent naître sur le véritable but poursuivi par les « radicaux de gauche » et les S. F. I. O. des projets militaires Paul-Boncour.

Notre attitude doit donc être claire.

D'une part, le Parti, tout le Parti doit renforcer son activité dans l'armée, dans la marine, dans les colonies. Il ne s'agit pas d'un monopole pour quelques-uns, mais d'une tâche pratique pour l'ensemble de nos adhérents et de nos organisations depuis la cellule jusqu'au Comité Central.

D'autre part, le Parti doit avoir *sur tous les problèmes* sa ligne propre et déterminée, qu'il s'agisse de la stabilisation monétaire, du problème général de la rationalisation, des tarifs douaniers, des projets militaires, de la politique colonialiste, de la préparation de la prochaine guerre mondiale.

Il faut en outre, préciser sans cesse ce que doit être notre action en vue de grouper les masses prolétariennes et de les rassembler dans un large front unique ; ce que doit être notre tactique vis-à-vis du Parti socialiste. Dans ce domaine quelques faiblesses, quelques déviations sont apparues ces dernières semaines. Dans le Nord, des camarades de Valenciennes formulaient comme suit la tactique du front unique « *l'accord pour la lutte d'abord, ensuite la bataille et en dernier lieu seulement la critique* » ; c'est-à-dire en somme le front unique à tout prix, même s'il doit aboutir à la disparition du Parti. Or, le front unique ne peut être le renoncement du Parti ; au contraire, c'est l'affirmation du Parti se plaçant à la tête du plus large mouvement.

A Besançon, d'autres camarades prétendaient que dans le meeting organisé en commun avec des organisations réformistes à propos de la venue de Castelnau, les orateurs communistes ne devaient

pas parler sur les projets militaires, sur les menaces de guerre et autres problèmes importants de l'heure présente, sous prétexte de ne pas rompre publiquement avec les socialistes.

Dans la dernière conférence de la région tourangelle, des délégués, négligeant ou ignorant l'importance de l'offensive du patronat et du gouvernement contre la classe ouvrière, voulaient discuter de « la lutte contre le fascisme ». Et à leur avis, cette lutte pouvait être évidemment menée aux côtés des Caillaux et autres « hommes de gauche ». Il y a d'autres faits, mais ceux-ci suffisent pour marquer les dangers de l'imprécision dans notre tactique de front unique.

Le Parti doit mener sa propre bataille, la bataille du prolétariat ; c'est dans cette bataille qu'il amène à lui les ouvriers jusqu'ici trompés par les chefs socialistes. C'est en renforçant notre activité communiste que nous déjouerons les manœuvres des politiciens radicaux et socialistes partisans du Néo-Cartel.

Pour parvenir à ce but, deux tâches essentielles sont fixées au Parti :

D'abord l'organisation de la protestation nationale contre les projets militaires ; c'est là un objectif limité, un but concret sur lequel chaque membre du Parti peut et doit donner tout son effort.

Faire circuler les listes dans les usines, dans les villages, dans les corons, dans les casernes, sur les bateaux, c'est une tâche réalisable par chacun d'entre nous ; les faire circuler par l'intermédiaire de nos fractions dans toutes les organisations de masses : syndicats, coopératives, clubs sportifs, association de femmes, etc., etc., c'est un effort que l'on conçoit bien. Il suffit de préparer soigneusement les assemblées des rayons et des cellules ; de donner des indications détaillées, de faire comprendre toute l'importance politique de la pétition nationale.

Recueillir des signatures ; mais aussi rassembler les signataires dans des causeries, des meetings, dans des assemblées populaires. Le but c'est sans doute de saisir l'opinion ouvrière et paysanne et de donner une forme à la protestation populaire contre la guerre qui revient. Mais c'est aussi de mettre en branle tout le Parti, de le placer à la tête d'un grand mouvement de masse, de lui fournir l'occasion de renforcer ses effectifs et son organisation par des efforts sérieux et méthodiques.

C'est aussi de réaliser partiellement un véritable front unique partout où cela est possible. Des ouvriers socialistes ont protesté dans leur section contre les projets militaires de leur leader Paul-Boncour, contre le vote de leurs députés. Nous devons proposer à ces ouvriers le rassemblement des signatures en commun. Peut-être même parviendrons-nous à constituer des Comités de protestation entre nos rayons et Comités locaux communistes et les sections ou minorités socialistes.

La deuxième tâche, c'est de poser dans toute son ampleur la nécessité impérieuse du travail syndical. Comment résister à l'offensive patronale avec des syndicats squelettiques qui n'ont pas toujours la pleine confiance des ouvriers. On ne peut cesser de répéter que 500.000 syndiqués à la C. G. T. U. et autant à la C. G. T. c'est notoirement insuffisant pour opposer une résistance effective à l'assaut du Comité des Houillères, du Comité des Forges, du Consortium textile et des autres grandes associations patronales.

Il ne suffit pas d'être formellement porteur d'une carte syndicale ; le communiste doit être effectivement le meilleur des syndiqués ; celui qui entraîne et qui obtient la confiance de ses camarades parce qu'il est capable et courageux ; ainsi nous recruterons pour les syndicats.

De même, il faut accentuer le courant en faveur de l'unité syndicale pour hâter sa réalisation. Ici aussi, il faut bien se garder d'erreurs dangereuses. Il faut combattre vigoureusement toute tendance scissionniste qui risque d'affaiblir la minorité confédérée favorable à l'unité syndicale. Mais il faut réagir avec non moins de vigueur contre un courant dangereux de liquidationnisme qui se manifeste dans plusieurs corporations. Il n'est pas rare d'entendre de la bouche d'un militant « que toute lutte est pratiquement impossible sans la réalisation préalable de l'unité syndicale ou tout au moins sans un accord, même momentané avec les chefs réformistes ». C'est là une théorie extrêmement dangereuse, si l'on comprend le rôle joué par les chefs réformistes dans la consolidation des forces capitalistes et l'affaiblissement progressif des forces prolétariennes.

Il est vrai que la réalisation de l'unité syndicale facilitera considérablement la résistance de la classe ouvrière et accroîtra sa combativité, mais c'est précisément en entraînant dès maintenant la classe ouvrière dans la lutte que nous préparons activement la réalisation de l'unité syndicale. Le problème de l'unité syndicale, ce n'est pas une simple question de négociations avec les chefs réformistes. C'est avant tout le déclanchement du mouvement des masses prolétariennes sur la base d'un programme concret de lutte contre le patronat.

Pétition nationale contre les projets militaires, renforcement de l'activité syndicale en vue de la résistance à l'offensive capitaliste, ces deux tâches nous ramènent irrésistiblement à ce qui doit être la préoccupation constante de tout notre Parti : la conquête des grosses entreprises. C'est, en effet, dans les usines qu'il faut aller recueillir la plus grosse quantité de signatures ; c'est, en effet, directement dans l'usine qu'il faut susciter la résistance aux diminutions des salaires et organiser l'action directe et collective du prolétariat contre le patronat et contre l'Etat bourgeois.

C'est par la création et le développement de fortes cellules d'entreprises que le Parti ripostera victorieusement aux attaques dirigées contre lui, qu'il maintiendra et qu'il renforcera sa ligne fermement prolétarienne et bolchevique, qu'il arrachera les ouvriers à la trahison et à la duplicité des chefs socialistes, qu'il déjouera le plan des impérialismes coalisés contre la Révolution russe, contre la Révolution mondiale.

Maurice THOREZ.

Contre le mensonge du désarmement

□□□

Le 19 mai dernier, au nom de la fraction communiste à la Chambre, notre camarade André Marty, au moment où allait s'engager la discussion du projet de loi sur l'organisation de l'armée, déposa la motion d'ajournement qui suit :

La Chambre, prenant en considération le paragraphe 11 de la proposition de la délégation soviétique à la conférence économique de Genève, ainsi rédigé : « Désarmement complet et réel sur terre, sur mer et dans l'air ; suppression complète des armées permanentes ; contrôle des organisations ouvrières et paysannes sur la liquidation de toutes les institutions destinées à des buts militaires. L'Union Soviétique considère comme nécessaire la paix mondiale et rejette le système capitaliste impérialiste qui provoque la guerre. »

Se refuse à discuter tout projet de renforcement de l'appareil militaire du pays et, en particulier, celui qui lui est actuellement soumis ;

Invite le gouvernement à mettre toutes les formations militaires (état-major, régiments, matériel, arsenaux, etc.), sous le contrôle des organisations syndicales ouvrières et paysannes ;

Invite le gouvernement à entrer immédiatement en relations avec l'U. R. S. S. pour appuyer internationalement sa proposition de désarmement (1). »

Cette motion n'avait pour but que de permettre au Parti d'exposer sa politique sur les présentes menaces de guerre, les provocations des impérialistes contre l'U. R. S. S., la comédie du désarmement à Genève et le rôle du prolétariat.

C'est ce que fit notre camarade Marty dans le discours que nous reproduisons ci-dessous. Nous faisons observer aux camarades que le règlement de la Chambre limitait à dix minutes son intervention, ce qui l'a obligé à concentrer son argumentation et l'a empêché de faire tous les développements nécessaires.

Neuf ans ne se sont pas encore écoulés depuis la fin de la grande guerre et voilà que, déjà, le gouvernement et le Parlement préparent de nouvelles lois militaires qui constituent une formidable menace pour la paix du monde.

Messieurs, vous avez voté la mobilisation totale sans distinction d'âge ni de sexe.

On prévoit, au paragraphe 5e de la page 3 du rapport sur le projet de loi qui nous est soumis, l'utilisation de l'armée métropolitaine aux colonies et, au paragraphe 6e, exceptionnellement, sa « participation au maintien de l'ordre intérieur ».

Le Parti communiste tient à souligner cette menace et ces préparatifs de guerre, alors que nous voyons devant nos yeux les victimes de la dernière guerre, alors qu'ouvriers et paysans des pays capitalistes, vainqueurs et vaincus, frappés de chômage, résuits à la misère, sont écrasés d'impôts pour payer les frais de la dernière guerre, tandis que leurs exploiteurs jouissent frénétiquement des richesses ramassées dans la boue et dans le sang de millions de travailleurs.

(1) Nos camarades pourront rappeler au cours de leur agitation que les députés socialistes se sont abstenus, lors du vote sur cette motion qui fut rejetée par 415 voix bourgeoises contre 31 voix communistes et socialistes-communistes.

Comme à la veille de 1914, les alliances se nouent et se dénouent. Les intrigues de la diplomatie secrète, aux ordres de la grande industrie, des trusts, des cartels, préparent de nouveau un formidable conflit pour assurer les débouchés nécessaires à leur exploitation capitaliste.

Il y a à peine six mois, en décembre dernier, nous avons vu les régiments français massés sur les Alpes, face aux miliciens fascistes. Nous avons vu toute la flotte de combat concentrée en Méditerranée, face à la marine italienne, réunie presque en entier dans la mer Tyrrhénienne.

« Crise guerrière de Mussolini », disent les démocrates et les socialistes. Non pas ! mais, au contraire, extension du conflit de l'impérialisme italien et de l'impérialisme français qui se trouve en face de lui partout où il se porte : en Tunisie, dans les Balkans, comme dans le Levant.

Voilà la seule raison de cette tension que nous avons connue il y a six mois et qui avait déjà pris la forme internationale, précisément à cause des accords que vous avez acclamés.

Le cartel de l'acier des maîtres de forges français et allemands, sanctionné par l'ambassade Briand-Stresemann à Thoiry, avait immédiatement amené en réponse le voyage de M. Chamberlain à Livourne.

Ce n'était plus déjà la France contre l'Italie, mais le bloc franco-allemand contre le bloc anglo-italien qui se préparait en décembre 1926, c'est-à-dire une extension considérable du danger européen et presque mondial du conflit.

Et ce n'est pas tout. Dans sa peur intense de la révolution mondiale, la bourgeoisie multiplie les provocations contre la grande République ouvrière et paysanne des Soviets.

Il y a un mois, c'était la perquisition dans les locaux de l'ambassade soviétique à Pékin, provoquée par les représentants des puissances impérialistes. Il y a quelques jours, c'était le sac de la mission soviétique à Londres par la police anglaise, dans des conditions qui en faisaient un véritable pillage.

Enfin, ici même, en France, c'est la campagne acharnée de la grande presse contre l'Union Soviétique. Vous montez des complots plus ou moins truqués pour dresser l'opinion publique contre les Soviets et créer l'atmosphère de guerre.

En ce moment même, vos journaux clament que le voyage à Londres du président de la République consolide la paix. Allons donc ! En juin 1913, l'agence Reuter télégraphiait : « La visite du président de la République constitue un nouvel élément de pacification pour les nations du monde. » Un an après, c'était la guerre.

M. Briand, à Londres, est en train de marchander l'entrée de la France dans le bloc antisoviétique et dans le bloc impérialiste contre la révolution chinoise. Il y prépare la guerre et non la paix, là-bas, en Chine, pour conserver les mines, les chemins de fer, les ports, les douanes, arrachés au peuple chinois au prix de soixante ans de massacres et de pillages. Le spectre, que sait évoquer M. Chamberlain, de la pro-

chaine lutte libératrice de l'Indochine et de la révolte des millions d'esclaves coloniaux que vous tenez sous votre joug jette les impérialismes français et anglais dans les bras l'un de l'autre pour écraser la révolution chinoise.

Après quoi, les impérialistes cambrioleurs de la Chine se battront entre eux pour partager les dépouilles de leurs victimes, c'est-à-dire que les ouvriers et les paysans du monde entier s'égorgeront de nouveau pour savoir lequel de leurs maîtres aura la position dominante dans l'immense Chine. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Déjà, les Américains ont installé aux îles Hawaï une base navale et aérienne qui est la plus formidable du monde. Les Britanniques ont répondu en renforçant Singapour et en préparant une nouvelle base navale à Ceylan.

Huit ans à peine après le traité de Versailles, la guerre mondiale est là, de nouveau, à nos portes.

D'ailleurs, le lendemain même de Versailles, chaque pays se mettait à accumuler le matériel de guerre et de mort. Nous y reviendrons au cours de cette discussion. Pour aujourd'hui, je me bornerai à rappeler que les budgets militaires officiels de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Japon réunis, qui s'élevaient en 1913 à 1.400 millions de dollars, s'élevaient en 1926 à 2.140 millions et demi de dollars, soit une augmentation de près de 70 %. Or, Messieurs, parce que vous vous préparez avec frénésie à la prochaine guerre, ces projets militaires le montrent, vous vous efforcez d'endormir les masses ouvrières et paysannes, qui sont contre la guerre parce qu'elles sentent confusément que la guerre leur amène toujours un renforcement d'exploitation et de misère.

Pour leur cacher vos armements, pour détourner de leur pensée la menace terrible qui pèse sur eux, vous avez, pendant des années, amusé les peuples avec votre Société des Nations et le mirage du désarmement. La Société des Nations, on l'a vue en Chine où l'impérialisme britannique est incomparablement plus brutal aujourd'hui qu'avant la création de la Société des Nations. La Société des Nations, on l'a vue au Nicaragua. La Société des Nations, nous venons de la voir dans le conflit italo-yougo-slave . ni l'Italie, ni la Yougo-Slavie, n'ont accepté son arbitrage. Elle a fait faillite une fois de plus !

C'est surtout avec la farce du désarmement que vous endormez périodiquement les ouvriers et les paysans.

Quels sont les résultats de vos quatre semaines de discussion à Genève ? C'est le fiasco le plus complet.

Qu'y avons-nous vu ?

L'Angleterre, inquiète de voir l'impérialisme français armé formidablement par les lois que vous préparez, a fait proposer, par lord Robert Cecil, la limitation des armées et, surtout, des réserves. A quoi la France impérialiste, par la bouche de M. Paul-Boncour, a répondu en posant la question du contrôle international des forces navales et industrielles.

Naturellement, tandis que les puissances de la Petite Entente, qui vivent grassement du militarisme, appuyaient la France, le Japon appuyait l'Angleterre. Et on a vu alors cette dernière, pour qui l'arme essentielle de guerre est la marine et l'aviation, accepter seulement la limitation des armements navals et aériens par catégories, dans le but évident de limiter le nombre des sous-marins, par lesquels sa puissance peut

être mise en péril, tout en maintenant avec le Japon sa demande de désarmement terrestre.

L'Italie, qui a très peu de colonies, donc une faible armée coloniale, a réclamé, elle, la limitation des troupes coloniales.

La conférence a été rompue, vous le savez. Mais l'Allemagne avait pu déclarer auparavant :

« Appliquez donc, Messieurs, le système que vous nous avez imposé ; ou bien, alors, laissez-moi me préoccuper, moi aussi, de ma défense et, par conséquent, reconnaissez-moi le droit à la conscription et à une armée permanente. »

Non seulement la commission du désarmement n'a abouti qu'à maintenir l'antagonisme de la France et de l'Angleterre, résultat de l'accroissement de la puissance industrielle de la France, non seulement cette conférence a prouvé le souci des puissances dominantes de créer un régime de désarmement ne permettant pas à des adversaires éventuels de se renforcer, mais la discussion sur le désarmement a permis à l'Allemagne, dont l'impérialisme renaît, de réclamer son armement.

Et je ne puis mieux faire, en conclusion, que de citer l'opinion de M. de Brouckère, délégué socialiste de S. M. le roi des Belges, à Genève :

« Qu'avons-nous fait jusqu'à présent ? Nous n'avons en tout cas rien limité, les effectifs terrestres pas plus que les autres — car il reste la possibilité de remplacer les soldats portant le bonnet de police terrestre par d'autres militaires portant le béret marin. Rien n'a été fait encore pour le désarmement naval. On n'a pas pu se mettre d'accord sur les méthodes à appliquer à l'unanimité et on évolue ainsi vers une convention dont il faudrait changer le titre et dire non plus « convention pour le dosarmement », mais convention pour la publicité. »

Oui, M. de Brouckère a raison. Les conférences du désarmement n'ont jamais été que des « conventions pour la publicité ». Seulement, cette fois-ci, la publicité a été faite au bénéfice de l'Internationale communiste.

Et voilà pourquoi les communistes présentent à la Chambre cette motion, afin que vous disiez clairement si vous êtes pour la continuation de cette politique.

Des dernières discussions sur le désarmement, un fait reste bien établi. Comme l'écrivait Jules Guesde, le 31 juillet 1892, dans le journal *Le Socialiste :*

« *Je ne dis même pas parler, mais rêver de paix internationale, alors que la guerre est partout, sévissant dans l'ordre économique, non seulement entre les classes, mais dans le sein même de ces classes, entre les membres qui les composent, autant placer ses espérances de roses sur des orties.*

« *Pour tuer la guerre étrangère, il n'y a que la guerre sociale dont ces messieurs ne veulent pas — la guerre sociale qui, de l'expropriation des détenteurs des moyens de production et de vie, fera surgir la solidarité humaine, bâtie à chaux et à sable, sur la communauté de la propriété et du travail.* »

Oui, Messieurs, le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage, suivant la belle image de Jaurès. Et, pour tuer la guerre, il faut tuer le régime capitaliste. Toute autre solution est une trahison des intérêts des exploités, ouvriers et paysans.

Je conclus par une citation : « *Dans toute société de classes, qu'elle repose sur l'esclavage, le servage ou, comme aujourd'hui, sur l'asservissement par le salaire, la classe opprimante est armée. Non seulement*

l'armée permanente, mais encore la milice, constituent un armement de la bourgeoisie contre le prolétaire ; il me suffit de mentionner l'appel aux militaires durant les grèves, dans les pays capitalistes.

« L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un des faits les plus importants de la société capitaliste actuelle. Et, en présence de ce fait, on veut exiger des social-démocrates révolutionnaires qu'ils « réclament » le « désarmement »! Ce serait un beau cadeau aux bourgeois, du point de vue de la lutte des classes et de toute conception de la révolution. Nous, nous disons : Armement du prolétariat pour vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie, telle est la seule tactique possible de la part des révolutionnaires, tactique qui a été préparée, expliquée et enseignée par tout le développement objectif du militarisme capitaliste. Ce n'est qu'après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie, qu'il pourra sans trahir sa tâche historique jeter ses armes à la ferraille, ce qu'il fera d'ailleurs certainement alors, mais pas avant. »

La citation est de Vladimir-Illitch Lénine. Nous la faisons nôtre, et de cette tribune, nous, communistes, nous crions aux ouvriers et aux paysans, aux femmes, aux jeunes, aux soldats et aux marins : « La guerre revient. Elle approche. Elle sera plus effroyable, plus atroce, plus épouvantable que tout ce qui a jamais existé. »

Le bluff du désarmement vient d'être prouvé à Genève. Seuls de pauvres naïfs ou de rusées canailles pourront encore agiter cette toile hypocrite à l'abri de laquelle ils préparent un nouveau massacre.

Plus d'illusions, camarades ! Ne comptez que sur vous. Organisez-vous, groupez-vous. Engagez une lutte acharnée contre les projets militaires de la bourgeoisie française qui, avec le concours de la social-démocratie, organise la nouvelle guerre impérialiste, la guerre pour écraser la révolution chinoise, la guerre pour abattre l'Union des républiques socialistes soviétiques, foyer de la révolution mondiale.

Préparez-vous à désarmer la bourgeoisie par la révolution sociale qui, seule, fera surgir la paix solide et définitive de la communauté, de la propriété et du travail.

LES PROJETS PAINLEVÉ

Nous avons commencé la quinzaine dernière et nous continuons, dans ce numéro, à examiner les projets de réorganisation générale de l'armée.

Cette seconde partie des projets militaires impérialistes englobe plusieurs lois portant sur la refonte générale de la structure de l'armée bourgeoise, le recrutement et la durée de service, les cadres et les effectifs.

Après la loi Boncour préparant la militarisation totale pour le temps de guerre, l'impérialisme français tente à adapter sa force active et permanente : l'armée, à cette perspective de guerre et à ses besoins nouveaux et immédiats.

Le rapporteur, Senac, l'a très bien caractérisé dans l'exposé des motifs du rapport qu'il a présenté à la Chambre, car, selon lui, la réorganisation générale de l'armée est orientée vers trois objectifs essentiels :

1° Pour une meilleure « défense » du sol national, c'est-à-dire pour une meilleure organisation de l'armée en vue de la guerre ;

2° Pour une protection plus sérieuse de nos possessions d'outre-mer, c'est-à-dire pour un asservissement renforcé des populations coloniales ;

3° Pour un emploi « à titre exceptionnel » de l'armée dans les conflits entre le capital et le travail, c'est-à-dire pour l'emploi de l'armée dans les grèves.

C'est cette orientation qui anime toute la loi proposée par Painlevé et rapportée par M. Sénac sur l'organisation générale de l'armée. C'est pour atteindre ces trois buts que les projets refondent la structure militaire réinstituant l'entraînement des réserves, rendant obligatoire la préparation militaire, créant une armée coloniale, augmentant formidablement le nombre de mercenaires militaires professionnels, renforçant la gendarmerie mobile, cette « schupo plus étoffée ».

Mater le prolétariat, écraser les coloniaux pour aller à la guerre impérialiste sur la base de la loi Boncour, tel est l'objectif que l'impérialisme français veut atteindre en réorganisant son armée.

Contre ce projet, les socialistes, par M. Renaudel, présentent un autre système. Nous l'examinerons spécialement. Déjà nous devons dire que si le système « socialiste » se diffère par certains côtés du projet gouvernemental, sa base et son but sont identiques, à savoir : l'armée ne correspond plus, dans sa forme actuelle, aux nécessités présentes, il faut la modifier et la renforcer. Le contre-projet « socialiste », malgré toutes ses phrases et ses formules, n'en constitue pas moins un renforcement formidable du caractère de classe de l'armée impérialiste. Nous le verrons prochainement.

H. BARBE.

□□□

La nouvelle organisation de l'armée bourgeoise, sa forme et son but

□□□

La gendarmerie (Art. 34)

« Les unités mobiles de gendarmerie uniquement composées de militaires de carrière et créées par la loi du 22 juillet 1921, en vue *du maintien de l'ordre*, participent en outre, en temps de paix, *au service de la préparation militaire*, au service de garnison et à *l'instruction des troupes*.

« *En temps de guerre, à l'encardement des formations mobilisées.* »

La formation de corps spéciaux dont l'obscure définition de l'article de loi n'autorise pas le moindre doute, quant au rôle qu'on entend leur faire jouer, au moment de la mobilisation et même dès le temps de paix et les unités de gendarmerie mobile puissantes apparaissant à tous les échelons de l'appareil militaire du temps de paix comme du temps de guerre, sont le dernier mot du système militaire impérialiste des projets du démocrate Paul Painlevé, dont la clef de voûte est constituée par les dispositions transitoires suivantes.

Les « conditions préalables » (Art. 47)

« Par des mesures et aménagements appropriés qui maintiendront la concordance nécessaire entre l'organisation du temps de paix et le plan de mobilisation existant, le ministre de la Guerre préparera la mise en vigueur de ses nouvelles lois et poursuivra la réalisation des conditions ci-après *préalables à toute réduction de la durée du service actif* :

1° Le recrutement des militaires servant au delà de la durée légale en nombre nécessaire pour la constitution des nouveaux cadres de l'armée et pour les besoins de l'instruction ;

2° Recrutement du nombre d'agents militaires strictement indispensable au fonctionnement des services et à la constitution des centres mobilisateurs dans le cadre qui sera tracé par la loi sur la constitution des cadres et effectifs de l'armée ;

3° Renforcement de la gendarmerie mobile dans la mesure indispensable pour garantir en *toutes circonstances le maintien de l'ordre à l'intérieur* ;

4° Développement et aménagement des camps d'instruction nécessaires, tant pour l'instruction des hommes appelés que pour celle des hommes de réserve, rappelés pour une période d'exercice ;

5° Aménagement des centres-mobilisation à créer.

Aussitôt ces conditions réalisées, un décret pris en Conseil des ministres, sur la proposition du ministre de la Guerre, fixera *la date de mise en vigueur* des dispositions de la nouvelle loi de recrutement *réduisant la durée actuelle du service actif.* »

Ainsi, la réduction du temps de service militaire n'est plus que la conséquence logique de la réalisation de certaines conditions préalables : la création d'une puissante armée de métier, la « schupo » démocratique

française, et d'une garde républicaine mobile renforcée dont la loi sur le recrutement va nous donner les forces numériques minimum.

Le projet de loi sur le recrutement

« La réduction du service actif de 18 mois à un an ramène à 240.000 en moyenne le nombre des appelés présents sous les drapeaux.

« D'autre part, nous l'avons dit, le nombre des soldats indigènes (Nord-africains et coloniaux) est d'environ 180.000 hommes.

« Les prévisions de la loi des cadres et effectifs montrent que, dans ces conditions, un recrutement minimum de 106.000 militaires de carrière (service armé colonial compris) est indispensable pour répondre aux exigences de la défense nationale. »

« Le nombre des agents militaires est évalué de 12 à 15.000 (cadres sédentaires, centre-mobilisation). »

« Quant aux employés civils supplémentaires, leur nombre, 12.000 environ, n'a qu'une valeur indicatrice... On pourrait leur substituer *la collaboration directe de l'industrie ou du commerce.* »

« Enfin, les mêmes raisons qui exigent de soulager les appelés des tâches non militaires et d'autres raisons trop souvent invoquées pour qu'il soit utile de les rappeler, veulent qu'à moins de circonstances extraordinaires il ne soit pas recouru à l'armée pour *le maintien de l'ordre public*. D'où nécessité de hâter le recrutement *des gendarmeries mobiles ou mieux, gardes républicains mobiles dont l'utilité n'est plus à démontrer* et dont la formation (conjuguée avec la diminution de la gendarmerie montée départementale) est commencée depuis trois ans. »

« Certains avis compétents estiment que seraient suffisants 500 *gardes républicains mobiles par région*, soit un total de 10.000, et même d'effectifs moindres s'ils étaient *pourvus de moyens de transport et d'armements perfectionnés.*

« Mais si l'on veut que *ces gardes républicains mobiles participent notamment* à la *préparation militaire des futurs contingents*, leur nombre doit être porté à 15.000. »

L'exposé des motifs du projet de loi sur le recrutement concrétise sous la forme suivante les réalisations préalables de la réorganisation de l'armée :

1° Refonte du plan de mobilisation, répartition et emplacements nouveaux des troupes ;

2° Recrutement des militaires de carrière supplémentaires du personnel civil et de la garde républicaine mobile ;

3° Retour à l'incorporation à 21 ans.

Modifications apportées par le projet de loi à la loi de recrutement de 1923 (préparation militaire, service actif, réserves, encadrement)

Une loi spéciale déterminera en détail l'organisation de la préparation militaire de la jeunesse.

Le service actif d'un an, incorporation en deux contingents (20 mai et 20 novembre), après 6 mois de service, les jeunes soldats pourront obtenir une permission de 10 jours pouvant être portés à 15 jours par les chefs hiérarchiques (actuellement 35 jours, service de 18 mois).

Le service dans les réserves : les hommes de la disponibilité devront

prendre part à une période de réserve de 21 jours ; ceux de la première réserve à deux périodes de 21 jours.

Encadrement : le nombre de sous-officiers servant au delà de la durée légale peut atteindre *la totalité d'effectifs des militaires de ce grade*. Le nombre maximum *des caporaux et brigadiers* servant au delà de la durée légale est fixée *aux deux tiers de l'effectif total* des militaires de ce grade ; dans l'armée coloniale il peut atteindre *l'effectif total* de ce grade.

Le projet de loi sur le recrutement est d'une importance subsidiaire ; cependant, il précise dans le détail les grandes lignes du projet de réorganisation générale de l'armée et si nous nous en tenons même uniquement à la composition de l'encadrement subalterne qu'il détermine (totalité du grade de sous-off et deux tiers du grade de brigadier par des militaires de carrière), nous pouvons saisir quel genre de « démocratisation » de l'armée que la bourgeoisie entend réaliser avec sa « grande réforme » militaire, qui doit « marquer la fin de l'âge des casernes ».

L'institution d'une discipline de fer pour annihiler les forces de décomposition de l'armée et briser la conscience de classe des jeunes travailleurs mobilisés, telle est l'expression démocratique des projets Paul Painlevé dans la modernisation de l'armée de caserne sur le soi-disant principe républicain et... combien démocratique de la « nation armée ».

H. BARBE

La C.G.T. au service de la bourgeoisie

□□□

« La C.G.T. demeure, pour une grande partie de la bourgeoisie française, un épouvantail, et le syndicalisme un pseudonyme du désordre. Ce sont là des préjugés qu'il faudrait tout de même dissiper. »

(Henri de Jouvenel, le *Matin*.)

Pressée dans ses derniers retranchements démagogiques par l'aspiration de plus en plus profonde des masses ouvrières au front unique de résistance à l'offensive capitaliste par l'écho dans ses propres troupes des propositions précises et pratiques de réalisation de l'unité syndicale émanant de la C.G.T.U., la direction de la C.G.T. a dû enfin jeter le masque. Elle s'est affirmée dernièrement, à maintes reprises, contre la reconstitution d'une centrale unique et pour le maintien à tout prix d'une organisation syndicale d'ordre et de collaboration de classes.

Au Congrès de l'Union des Syndicats de la Gironde, le 26 mars, Jouhaux déclara, très en colère : *Nous poursuivrons notre route sans incorporer à nos troupes des éléments de désordre*. Ces éléments de désordre, ce sont les travailleurs révolutionnaires, tous ceux qui voudraient ramener la C.G.T. sur le chemin de la lutte de classe qu'elle suivait autrefois, et même ceux-là qui luttent pour un regroupement des tendances en vue de pouvoir pousser plus avant l'action contre le patronat. Par conséquent, il faut fermer la porte de la maison lafayettiste à tous les militants unitaires par le refus de la rentrée en bloc et le filtrage, et il faut aussi se débarrasser d'une aile gauche menaçante par une épuration brutale. D'où les conditions posées aux syndicats de fonctionnaires en voie d'adhésion alors qu'on les sait inadmissibles pour les groupements situés à gauche qu'il est préférable de ne pas accepter. D'où les exclusions des militants cheminots de Dunkerque et de Calais coupables d'appuyer l'agitation de la C.G.T.U., du Syndicat des préparateurs en pharmacie de la Seine mené trop loin par des « communistes », et les menaces claires à l'adresse du groupe des « Amis de l'Unité » que l'on prétend jeter dehors au prochain Congrès confédéral.

Il est nécessaire d'écarter les ouvriers qui ne pensent plus comme les dirigeants actuels afin qu'ils n'aient pas la possibilité d'exposer leurs conceptions dans les assemblées générales et de les faire triompher à la lumière de l'expérience et sous la pression des nécessités. Jouhaux et ses amis refusent de reconnaître la loi des majorités libres comme la seule loi des travailleurs organisés. Ils lui opposent la thèse de l'unité morale dans un mouvement syndical de secte, soigneusement épuré des trouble-fêtes et toujours docile aux directives admises d'avance et pour l'éternité d'un aréopage sage et raisonnable. Foin des luttes des idéologues, des syndicats, des syndiqués groupés autour de la même idée, c'est tout ce qu'ils veulent.

La politique de l'intérêt général

Quelle « idée » ? La C.G.T. d'avant-guerre en avait déjà quelques-unes. Au Congrès d'Amiens (1906) qui lui donna sa charte constitutive, elle proclama que *« le droit nouveau auquel nous aspirons ne peut sortir que des luttes ouvrières »*. A Marseille, en 1908, une motion affirmait avec énergie que *« les travailleurs n'ont pas de patrie. »* La conférence extraordinaire d'octobre 1912 votait une résolution

contenant cette phrase essentielle : « *A aucun moment, il ne peut exister entre les classes en opposition la moindre communauté de pensée et d'action.* »

La C.G.T. d'aujourd'hui pense autrement. Un travail de mise au point a été fait, explique Jouhaux ; l'expérience lui a appris, paraît-il, que l'intérêt ouvrier ne se sépare pas de l'intérêt général et que l'émancipation du travail ne peut être le résultat d'un cataclysme social. Il n'y a plus de révolution ni de classes. La besogne est de « construire » dans le cadre du régime et dans la limite des possibilités qu'il offre.

La C.G.T. admet le système capitaliste de production comme le seul possible ; elle a le souci des réalités qu'il engendre et qu'il impose et reconnaît avec complaisance ses difficultés présentes. Elle demande seulement qu'on lui fasse sa place dans les organismes de gestion où elle contribuera à un aménagement minimum, à une normalisation de la situation économique dans l'intérêt de la collectivité. Pierre Léonie, théoricien patenté de la rue Lafayette, a bien caractérisé la position de ses patrons dans un article du *Peuple* intitulé : « Eux et nous devant la crise économique. » (22 février 1927.) Il écrit entre autres : « *La C. G. T. et les organisations confédérées poursuivaient leurs efforts pour l'adoption de mesures susceptibles de rétablir une activité normale. Evidemment, ces mesures ne visent qu'à promouvoir la production..., elles n'apportent certainement aucun changement à l'ordre établi. Elles n'ont pas plus la prétention de supprimer pour toujours le chômage... L'action de la C. G. T. U. : exploiter avant, exploiter pendant, exploiter toujours, sans crainte des contradictions... La position de la C.G.T. : prévenir avant, atténuer pendant, guérir le plus vite possible...* »

Respecter l'ordre établi, le sauver en lui offrant des solutions de faux intérêt général lorsque des crises le menacent, rendre ses contradictions supportables à la classe ouvrière : nous voilà loin des phrases retentissantes des leaders de la C. G. T. d'autrefois, qui croyaient être des révolutionnaires, alors qu'ils n'étaient que des anarcho-syndicalistes, c'est-à-dire des idéalistes dont les illusions se sont effondrées au contact du déchaînement brutal des impérialismes sanglants et des dures nécessités de la Révolution soviétique.

« Le plus sûr appui de la démocratie »

La réorganisation de l'économie bourgeoise disloquée, le développement de la productivité nationale ne peuvent se concevoir qu'en dehors des agitations et des troubles violents, dans la démocratie politique et économique opposée aux extrémistes de droite et de gauche.

En décembre 1925, lorsque les menées fascistes sont inquiétantes, l'*Atelier*, revue théorique de la C. G. T., écrit en éditorial : « *Mais, mesure-t-on les conséquences possibles de cette désaffectation du système parlementaire ? Et peut-on imaginer à quel désordre serait conduit le pays si l'impuissance qu'il remarque se perpétuait?* »

Les illusions démocratiques de la classe ouvrière seront plus facilement entretenues par les gestes symboliques d'une majorité de gauche. La C.G.T. intervient donc en faveur du Cartel par des manifestes où elle « dénonce l'immense responsabilité de l'ancienne majorité parlementaire » et assure que « le triomphe d'un courant de gauche permettra sans doute d'envisager plus sûrement des règlements sur toutes les grandes questions qui troublent l'Europe ». Quand, après un an de reniements et de stérile impuissance, le Bloc des gauches voit se détourner de lui ses électeurs — dont beaucoup étaient des ouvriers — la C.G.T. vole à son secours, et ce n'est pas l'incapacité de la bourgeoisie de gauche qu'elle dénonce, mais l'inconsistance des masses électorales. Rey, qui dit souvent avec beaucoup de franchise ce que ses amis n'osent pas avouer tout haut, écrit dans le *Peuple* du 5 novembre 1925 : *La C.G.T. est la seule assise solide de la démocratie... La démocratie doit s'appuyer sur quelque chose de plus réel, de plus solide, de plus constant que les masses électorales... Contre la dictature bolcheviste et le Bloc National, la C.G.T. a sauvé la démocratie. Cela reste sa destinée.*

La C.G.T. veut moderniser le système parlementaire ; elle revendique l'intégration du mouvement syndical dans l'appareil de l'Etat qu'elle considère comme

étant, au-dessus des classes, le grand conciliateur des intérêts de la collectivité. En période normale, cela doit se faire par l'intermédiaire d'institutions d'ordre économique comme le Conseil National Economique, le Conseil de la Main-d'œuvre étrangère, etc., dans lesquels les dirigeants confédérés sont admis à exposer ce qu'ils appellent la conception ouvrière devant les ministres, les conseillers d'Etat, les grands capitaines d'industrie. Le Parlement doit conserver son droit souverain de direction et de contrôle, mais, lit-on dans l'*Atelier* de décembre 1925, « *nous réclamons qu'il accepte de d'adjoindre dans sa tâche des organismes spécialisés et qualifiés, dont l'action peut lui éviter de multiples erreurs et défaillances.* » Le C.N.E. doit être décentralisé en succursales régionales ou corporatives, de manière que les sous-secrétaires d'Etat confédéraux soient appuyés du haut en bas par des préfets ou sous-préfets cégétistes.

En attendant que la bourgeoisie ait compris que son intérêt véritable est dans l'organisation de cette démocratie économique, et en période de crises dangereuses, la C.G.T. est prête à participer directement au gouvernement. Jouhaux déclare à la séance de la C. A. du 24 novembre 1925 que la situation générale du pays appelle la formation d'un véritable gouvernement de salut public qui devrait s'appuyer sur la « classe ouvrière », et comme le père Bourderon et Liochon manifestent au C.C.N. d'avril 1926 quelques inquiétudes au sujet des conversations qui ont eu lieu sur ce point avec la S.F.I.O., Jouhaux, très applaudi, répond : « *Si demain les événements étaient tels que l'avenir du pays et de la classe ouvrière, que la sauvegarde du progrès social appellent à prendre des responsabilités, qui s'y refuserait ?* »

Les temps de collaboration entière à la gestion de la production capitaliste ne sont pas encore révolus. Pour deux raisons. D'abord, il y a encore des bourgeois qui ne veulent pas faire sa part au mouvement ouvrier, des égoïstes, des mauvais patrons qui préfèrent d'autres méthodes. Rey, dans l'*Information sociale*, souligne cette aberration, et en face des réductions de salaires imposées aux travailleurs depuis l'automne, il ne trouve que cette protestation à formuler : « *J'ai de plus en plus l'impression que ce qui s'impose surtout, c'est un gros effort d'éducation patronale.* »

Mais encore, n'est-ce pas parce que la masse salariée manque, elle aussi, de l'indispensable éducation? Vis-à-vis d'elle, ces anciens libertaires retrouvent leur mépris pour les foules sans culture, les individus incapables de s'élever par un effort personnel, les ouvriers qui acceptent dans leur faiblesse de faire des heures supplémentaires, et dont « la mentalité, la morale, la capacité intellectuelle ne sont pas à la hauteur de la situation ». Au C.C.N. de novembre 1925, un Lenoir ose insister sur la nécessité de créer une force ouvrière assez consciente « *pour savoir revendiquer, non pas toute la direction, non pas toute l'autorité dans le travail, car il n'est pas utile, il serait foncièrement nuisible que tous les travailleurs aient les aptitudes et la prétention de diriger le travail dans toutes ses couches successives, du bas jusqu'au sommet ! ! !* »

La C. G. T. renonce à l'action ouvrière

L'élite du mouvement ouvrier, l'état-major confédéral si l'on préfère, qui seul sait voir les difficultés générales de la situation, se contente donc d'une part dans la direction de l'activité collective, si petite soit-elle. Il en appelle aux gouvernements, y compris celui de Poincaré, pour qu'ils sollicitent ses avis et lui confèrent ainsi une autorité morale qui conservera leur influence sur une partie de la classe ouvrière. Il tente même de faire pression sur les pouvoirs publics en recrutant avec une sollicitude particulière fonctionnaires et agents des services nationaux et locaux. Le principal, c'est d'être reconnus comme indispensables à la bonne marche du monde bourgeois incapable de se relever tout seul.

Dès lors qu'on a confiance dans les « bons » patrons, les « bons » ministres de la démocratie, on ne demande plus rien à l'action ouvrière pour faire aboutir les programmes les plus « minima ». Les « révoltés illettrés » (Vivier, de Lyon, dixit) ne pourraient que faire échouer la lente besogne de reconstruction d'après-

guerre. LES RÉFORMES VIENDRONT TOUTES SEULES QUAND LE BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL SERA ACCRU PAR L'ÉLÉVATION DE LA PRODUCTION.

Voilà le vrai but à atteindre, dût-ce être au prix d'une crise économique terrible. Il faut savoir faire des sacrifices pour un avenir meilleur. L'inflation amène la vie chère? L'augmentation des salaires n'est pas une solution, déclare le Bureau Confédéral, mais bien la stabilisation, « l'intérêt et la tâche des travailleurs et des syndicats étant de se préparer aux difficultés qui viennent inéluctables et auxquelles ils ne peuvent échapper ». Vient la revalorisation, le chômage, l'attaqué contre les salaires? La C.G.T. « n'espère rien de l'inquiétude ni de la détresse ouvrière », et au milieu d'amas d'insultes contre les unitaires et les communistes, elle conseille aux mineurs, aux travailleurs du textile, aux diamantaires de Saint-Claude d'accepter les réductions de salaires au nom de l'assainissement. A Fougères, un secrétaire du Bâtiment confédéré prévient lui-même les patrons de la baisse des indices !

L'an dernier, dans une série d'articles inspirés, Pierre Léonie conseillait à la C.G.T. de condamner la grève comme un moyen d'action barbare, ne correspondant plus aux conditions de notre civilisation, et l'on faisait risette aux velléités de Durafour d'organiser l'arbitrage ou la conciliation obligatoires, avec participation officielle des syndicats réformistes. Ballon d'essai en vue de laisser tomber bénévolement l'arme suprême du prolétariat.

Jouhaux s'américanise

Les lauriers de feu Gompers empêchent Jouhaux de dormir. Depuis que la rationalisation est à l'ordre du jour, on a vu se préciser sa conception d'un syndicalisme de collaboration. Le long rapport sur les problèmes de la production soumis au C.C.N. d'octobre 26, les articles de Million, d'Harmel, de Labe, de Dubreuil dans le *Peuple*, aboutissent à cette même conclusion : une production plus intensive ne peut être atteinte que par l'organisation scientifique du travail, à condition que les syndicats raisonnables participent à cette dernière.

Cette coopération, nous savons comment elle est réalisée par la Fédération Américaine du Travail dans les entreprises de la Compagnie de chemins de fer Baltimore-Ohio, par exemple. Une petite aristocratie ouvrière syndiquée, abandonnant toute idée de libération, en bénéficie aux dépens de la large masse sur laquelle retombent toutes les conséquences néfastes de la rationalisation. A ce prix, le syndicat est reconnu par le patronat et ses chefs ont le droit de percevoir, ou plutôt de faire percevoir par la compagnie elle-même de grosses cotisations qui leur permettent une vie large et dorée. Pourquoi Jouhaux n'aurait-il pas, comme Gompers et autres filous, un salaire de 5.000 dollars par an, quelques autos, des tapis, des maîtresses et la considération générale qui revient à un homme d'Etat? Voilà, à n'en pas douter, où veulent en venir les faux révolutionnaires repentis qui proclament à tout bout de champ que « la prospérité économique de notre pays ne peut se concevoir qu'avec le concours volontaire et indispensable de l'ouvrier ». Ne sont-ils pas des anarchistes qui font ainsi leur petite révolution individuelle, dédaigneux de la masse imbécile en laquelle ils n'ont jamais eu confiance?

Notre pays, disent-ils ! L'internationalisme criard mais superficiel d'avant guerre a été relégué au magasin des accessoires, depuis le 2 août 1914. La défense de l'impérialisme français commença avec l'union sacrée scellée dans le train de Bordeaux. Elle continue. Dans la période du déclin du capitalisme, les antagonismes interimpérialistes menacent toujours d'éclater brutalement. La C.G.T. cherche à les dissimuler derrière un fatras de rhétorique sur les combinaisons de Genève : B.I.T., S.D.N., conférences du désarmement, conférences économiques internationales, et sur les garanties de paix qu'elles sont censées constituer. Ce sont thèmes à discours grandiloquents sur la fraternité des peuples à l'usage de la masse, mais, en réalité, la C.G.T. n'a qu'un souci : contribuer au renforcement de la patrie française. Jouhaux est co-rédacteur du traité de Versailles, partisan sévère des réparations, il salue le plan Dawes comme un gage de paix. Il se préoccupe de la mise en valeur des colonies, et c'est un

rapport de Million sur les richesses que l'empire colonial bien exploité peut apporter à la France que le C.N.E. adopte à l'unanimité. La C.G.T. ne demande un statut syndical pour les indigènes que pour qu'ils puissent acquérir le « sens de leur responsabilité sociale » vis-à-vis de la mère-patrie, et Jouhaux le sollicite de ces canailles de Saint ou de Varenne.

Même attitude vis-à-vis de la révolution chinoise, qui doit être soustraite à l'influence bolcheviste pour ne pas dépasser le stade béni de la « démocratie bourgeoise ». Harmel, dans le *Peuple*, supplie en conséquence les puissances, non d'intervenir pour exacerber le sentiment national chinois, mais de pratiquer une politique avisée en vue d'aider à la dissociation de l'inquiétant front unique nationalo-bolcheviste !

Pour la C.G.T., la France n'est pas impérialiste. Il faut donc être à ses côtés contre l'impérialisme italien, sous prétexte d'antifascisme, et faire retomber sur l'obstination de la Grande-Bretagne l'échec des parlotes du désarmement. On fait chorus avec son gouvernement pour dénoncer la Russie des Soviets comme seule trouble-paix. Le *Peuple* affirme sans rire que « l'Esthonie et la Lettonie ne maintiennent leur indépendance nationale contre les Soviets que grâce à la Grande-Bretagne et à sa flotte », et il s'insurge contre l'U.R.S.S. qu'on « *retrouve sur tous les points occupée à provoquer des conflits, à gêner l'œuvre de réorganisation, à entraver tout effort de solidarité internationale, à conserver à la paix son caractère précaire.* » L'Etat prolétarien est le grand ennemi des assagis de la rue Lafayette, c'est contre lui seul que Jouhaux vient de tonner à Genève, et pas contre les gouvernements capitalistes. Car il est un exemple vivant de ce que peut une révolution ouvrière et paysanne, et les travailleurs n'ont pas besoin d'aussi pernicieux symboles.

Lorsque le projet monstrueux de Paul-Boncour est voté à la Chambre, l'organe de la C.G.T. ne trouve que ce commentaire, après avoir stigmatisé la « démagogie communiste » : « *Ne vaut-il pas mieux, comme l'indiquèrent hier Renaudel et Paul-Boncour, se prémunir contre le pire des fléaux en attendant que la S.D.N...* » Puis, comme tout de même la pression des masses se fait trop forte, on sort un mois plus tard une informe déclaration ménageant la chèvre et le chou, mais ne donnant aucune directive de lutte. Entre temps est paru d'ailleurs un bouquin de Jouhaux sur le désarmement, dont le pathos lyrique fait suite à une préface du commandant Paul-Boncour, qui nous assure là que son projet est sorti du cerveau du secrétaire confédéral aussi bien que du sien propre. Le temps n'est plus du Sou du Soldat et de la bataille contre les trois ans : LA C.G.T. VEUT LA PATRIE PROSPÈRE et lui concède les moyens de s'assurer sa place dans le monde. Comment pourrait-elle s'élever contre la réquisition des syndicats puisque, de 1914 à 1918, elle s'est livrée d'elle-même au militarisme?

Pour l'unité syndicale

La chambre syndicale des Industries métallurgiques de la Région lyonnaise a raison de se féliciter de la collaboration féconde des syndicats réformistes. Poincaré a raison de déclarer à la séance d'inauguration du C.N.E. : « *Vous représentez ici toutes les classes sociales et vous prouvez par votre propre exemple qu'elles sont faites pour se fréquenter, se comprendre et s'aimer. Poursuivez, Messieurs, avec confiance et sérénité, l'œuvre de redressement économique à laquelle vous avez si heureusement voué vos efforts. Soyez sûrs que par là vous mériterez bien de la France.* »

La C.G.T. devient de plus en plus une institution gouvernementale et elle joue un rôle contre-révolutionnaire. Car la base même d'un mouvement réformiste lui manque. Le capitalisme de l'époque présente ne dispose plus de la marge de réformes qu'il pouvait octroyer lorsque sa courbe de prospérité montait, afin de calmer les impatiences ouvrières. Faire croire au prolétariat que l'évolution du régime mène à la paix et au bien-être général, c'est le duper sciemment et le trahir. La démocratie économique est aussi menteuse que la démocratie politique. Il n'y a pas d'Etat au-dessus des classes. La bourgeoisie éclairée ne peut plus être aujourd'hui que farouchement réactionnaire et ne peut plus tolérer

de marchandages avec le mouvement syndical. Ou elle le flatte pour le domestiquer, ou elle le combat sans merci pour l'écraser. Les moindres revendications économiques sont devenues subversives. Les syndicats lutteront désormais jusqu'au renversement du régime, ou bien ils abdiqueront au profit de celui-ci. Les plus brillantes formules sur le droit ouvrier sont impuissantes à cacher cet état de fait. On est en 1927 révolutionnaire ou conservateur : on ne peut être réformiste.

Si les leaders de la C.G.T., qui n'ont jamais rien eu de commun avec le marxisme, ne comprennent pas cette situation, ils trahissent objectivement la classe ouvrière. S'ils s'en rendent compte, ils la trahissent subjectivement. Le résultat est le même dans les deux cas.

Il y a cependant encore des travailleurs derrière eux, que nous n'avons pas le droit de laisser sacrifier au sauvetage de l'économie bourgeoise. C'est pourquoi une de nos tâches essentielles est d'arracher ces ouvriers à l'influence de leurs chefs, par la pratique du front unique dans l'action contre le patronat et le gouvernement et par un travail inlassable pour la réalisation de l'unité syndicale sur la base de la lutte de classe.

J. BERLIOZ

La loi douanière : loi de classe

Par Léon DELHAYE

□□□

La loi douanière expression de la dictature du capital financier

a) Les Syndicats Patronaux fabriquent la loi.

Pour les besoins de leur politique impérialiste, industriels et financiers réclament une loi douanière protectionniste. Ils l'ont fabriquée ; cinq ministres l'ont contresignée et François Poncet est venu à l'ouverture du débat dicter la volonté du grand capital au Parlement.

Avec cette loi douanière, nous saisissons sur le vif le mécanisme de la dictature de classe en régime parlementaire.

La loi douanière a été réclamée par les industriels qui se sont chargés de la rédiger et de déterminer la politique économique qu'elle devait fixer. Le Parlement, qui a disparu dans toute cette affaire, n'a été appelé à montrer son existence que pour le vote d'une loi à laquelle il ne pouvait rien comprendre du fait qu'en l'absence de l'ancien tarif, il ne possédait même pas le moyen de contrôler les augmentations qu'il avait à voter.

La manœuvre du Cartel, que nous analysons plus loin, n'enlève rien à l'attitude servile de cette Chambre qui est disposée à voter toutes les lois de classe. Le vote du tarif douanier nous permet donc de montrer à la lumière de cet événement économique considérable la nature véritable de l'Etat démocratique.

Nous pouvons constater que tous les rouages de l'appareil d'Etat sont aux mains des grandes associations patronales. Avant même que les ministres s'en soient occupés, le projet de loi était sur le chantier. Les hommes du Comité des Forges, du Comité de la Laine, du Syndicat des Produits chimiques y travaillaient.

Pour rendre la liaison plus facile, le ministre les a introduits dans la place. A la commission des valeurs en douane, les représentants des syndicats patronaux ont été nommés par le ministre qui n'a pas protesté lorsqu'à la Chambre nous le lui avons rappelé.

Il faut que tous les prolétaires sachent que la loi douanière est la loi des grandes associations patronales qui l'ont fabriquée. Les interventions directes et décisives du grand capital dans la politique du pays se succèdent.

En 1923, c'était la Ruhr. Il y a un an, les grandes banques, par l'intermédiaire du Comité des Experts, ouvraient la voie au ministère Poincaré et lui fixaient sa tâche. Aujourd'hui, les industriels interviennent pour fixer la politique économique.

La dictature de classe s'affirme chaque jour plus brutale.

b) La protection douanière arme de concentration industrielle.

Les commentaires des organes patronaux indiquent que les différentes branches d'industries se sont mises d'accord pour exiger un relèvement général de la protection douanière.

En particulier dans la métallurgie, il y a accord complet entre la sidérurgie et la transformation pour la protection respective de leur production. Le Comité des Forges est intervenu directement auprès du gouvernement pour faire aboutir les revendications de la mécanique.

Il est certain qu'en réservant à la transformation française la totalité du marché intérieur, l'industrie lourde doit tirer un profit direct. Pour une exportation

de 37 milliards en 1926, il est encore entré 7 milliards de produits fabriqués. François Poncet déclarait au Parlement que c'était encore trop.

Mais on aurait tort de croire que leurs intérêts se confondent entièrement. Par sa politique de protection économique, le capital financier de l'industrie lourde escompte accentuer sa pression sur les transformateurs et les amener à concentrer leurs entreprises.

Intervenant dans la discussion sur le chômage, le 23 février, François Poncet demandait au gouvernement de prendre des mesures en vue de hâter la concentration industrielle. Revenant sur le même sujet le 12 mai, au cours de son intervention sur la loi douanière, le délégué du Comité des Forges déclarait :

« *Il y a un progrès à réaliser pour l'industrie française de l'automobile. Dans quel sens? Dans le sens de la diminution des frais généraux, dans le sens aussi de la diminution des firmes.* »

La volonté du Comité des Forges à réclamer une accélération du mouvement de concentration est significative. Les financiers de la sidérurgie veulent instituer le monopole dans la métallurgie ; et comme deux groupes bancaires tout puissants (l'Union Parisienne et les Sociétés de crédits industriels) dominent les quarante-sept Sociétés productrices de fonte, ils escomptent réaliser l'opération à leur profit. La protection douanière leur livrera définitivement les industries de transformation. Déjà le Cartel de l'acier leur assurait un monopole de fait, le vote du tarif douanier qui écartera définitivement fonte, fer et acier étrangers mettra la petite industrie à leur discrétion. La concentration se fera par les moyens désignés par Lénine sous le terme de contrainte à l'organisation.

Comme nous l'indiquons plus haut, les répercussions du Cartel de l'acier permettent déjà de présumer celles de la protection douanière. Les hauts fourneaux disposent tout d'abord de deux moyens qu'ils ont déjà utilisés : l'élévation des prix, privation de matière première.

L'*Usine* du 4 *mai* publie la lettre d'une grosse fonderie des Ardennes qui s'élève contre le monopole :

« *Le producteur préférant vendre à l'étranger meilleur marché qu'il nous vend à nous, nous refuse la matière première et risque de nous mettre dans l'obligation d'arrêter nos usines. Que devient la liberté du commerce ?* »

Et le même cri d'impuissance jaillit contre ce fait : « *Les cadres de la libre concurrence subsistent mais le joug d'une poignée de ploutocrates s'appesantit sur le reste de la population.* » (Lénine, *Impérialisme.*)

Léon Didier élève une protestation véhémente au nom des directeurs de fonderie qui payent la tonne de fonte 500 francs, soit 185 *francs de plus* qu'à l'exportation.

Il s'indigne que ce soit *uniquement l'industrie de transformation et derrière elle la consommation française qui en fasse les frais.*

Il faut prévoir que toutes ces récriminations inutiles s'amplifieront même après le vote du tarif douanier, jusqu'au jour où les petites entreprises, après des fusions successives, seront intégrées dans l'appareil de la grosse industrie.

La protection de l'agriculture

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer la position des industriels sur le problème de la protection agricole.

Après avoir exigé et obtenu pour eux des taxes qui empêchent l'entrée des outils, machines agricoles et engrais venant de l'étranger, nos capitalistes ont dû envisager certaines compensations pour l'agriculture.

Le Comité des Forges s'est posé résolument en défenseur des agrariens.

François Poncet déclarait dans son intervention au Parlement dans la discussion douanière :

« Voici le coefficient d'augmentation de quelques-uns des frais de culture, pour le deuxième semestre de 1925, par rapport à 1913 :

« Charrues, 4,51 ; semeuses, 4,48 ; batteuses, 5,29 ; faucheuses, 6,22 ; nitrate de soude, 4,8 à 6,4 ; superphosphate, 3,7 à 4,8 ; sulfate de cuivre, 3,6 à 4,7 ; soufre, 4,7 à 6,1.

« Vous voyez que le coefficient moyen de ces augmentations est d'environ 5.

« Or, le droit protecteur établi sur le blé n'a été affecté que d'un coefficient d'augmentation de 3,5.

« En tout cas, le déséquilibre accru entre l'industrie et l'agriculture, qui est une des caractéristiques de notre économie actuelle, est déjà suffisamment grave à nos yeux pour qu'il ne soit pas dangereux de l'accroître davantage. »

Voulant stimuler la consommation des produits industriels dans les campagnes, les dirigeants de l'industrie française sont obligés de permettre aux gros agrariens de vendre à des prix élevés.

D'autre part, le capital financier, qui domine à la fois la vie économique et politique du pays, ne tient pas à encourager la formation d'un parti paysan que dirigeraient les agrariens conservateurs. Cette éventualité n'est pas à négliger dans un pays qui continue à posséder une population rurale s'élevant à 53 % de la population totale.

Mais cette politique n'a pas rallié l'ensemble des industriels français. Les transformateurs, qui utilisent 800.000 ouvriers dans la mécanique et près de 1 million dans le textile (laine et coton), tirent leur profit du travail de centaines de mille d'ouvriers.

La hausse du coût de la vie entraînant des luttes pour les salaires est pour eux un facteur de premier plan. Au contraire, l'industrie lourde de haute composition organique avec un capital constant considérable (hauts fourneaux, machines), qui tire son profit du travail d'un nombre plus restreint d'ouvriers (130.000) et qui les tient beaucoup plus solidement assujettis (de Wendel), redoute moins les conséquences sociales de la vie chère ; c'est pourquoi l'ensemble des capitalistes s'oriente vers un compromis douanier.

Quelle est l'attitude de la paysannerie ?

Les agrariens eux-mêmes ne réclamaient qu'une protection moyenne, mais à condition qu'on n'élève pas des droits industriels prohibitifs. Ils craignent un protectionnisme dont ils présument ne pas jouir longtemps.

Augé Laribé écrit dans l'*Europe Nouvelle* :

« *Puisque la commission n'a pas réalisé l'équilibre par le bas, ni par le haut, il appartiendra au Parlement de réaliser l'équilibre.* »

Répercussions sur les prix et vie chère

Au cours du débat douanier les défenseurs du projet de loi ont voulu démontrer que pour de nombreux produits la protection douanière ne faisait que rétablir l'incidence des droits d'avant guerre.

En fait, ils ont été obligés d'avouer que le coefficient 5 de dépréciation de la monnaie et 6 pour les augmentations de prix, étaient largement dépassés pour un grand nombre d'objets, particulièrement pour les produits mécaniques et chimiques. Nous ne nous attarderons donc pas à démontrer ce que les défenseurs du projet reconnaissent.

L'augmentation qui élèvera les taxes de *leur niveau actuel* à celui fixé par le projet de loi est beaucoup plus significative car c'est elle qui entraînera l'augmentation des prix.

Nous pouvons constater dans les différentes branches de l'industrie de transformation, que la protection obtenue représente, par rapport au tarif en vigueur, une augmentation considérable. Prenons tout d'abord l'industrie du cycle qui a connu ces dernières années un développement considérable. Le droit de 704 francs aux 100 kilogrammes est porté à 1.000 francs, c'est-à-dire que l'importateur qui acquitte actuellement une taxe s'élevant à 23,5 pour cent de la valeur de la bicyclette paiera 33,3 pour cent ; de même pour les accessoires : les jantes qui payaient un droit de 100 francs seront frappées de droits s'élevant jusqu'à 625 francs aux 100 kilogrammes, pour les autres accessoires taxés uniformément à 704 francs aux 100 kilogrammes, le tarif prévoit des droits allant jusqu'à 1.100 francs.

La construction d'appareils électriques a progressé constamment au cours de ces dernières années et les constructeurs français sont devenus eux-mêmes des exportateurs. La protection qu'ils obtiennent leur permettra de réduire de plus en plus le volume des importations. La taxe frappant les accumulateurs de 129 fr.

de 37 milliards en 1926, il est encore entré 7 milliards de produits fabriqués. François Poncet déclarait au Parlement que c'était encore trop.

Mais on aurait tort de croire que leurs intérêts se confondent entièrement.

Par sa politique de protection économique, le capital financier de l'industrie lourde escompte accentuer sa pression sur les transformateurs et les amener à concentrer leurs entreprises.

Intervenant dans la discussion sur le chômage, le 23 février, François Poncet demandait au gouvernement de prendre des mesures en vue de hâter la concentration industrielle. Revenant sur le même sujet le 12 mai, au cours de son intervention sur la loi douanière, le délégué du Comité des Forges déclarait :

« *Il y a un progrès à réaliser pour l'industrie française de l'automobile. Dans quel sens? Dans le sens de la diminution des frais généraux, dans le sens aussi de la diminution des firmes.* »

La volonté du Comité des Forges à réclamer une accélération du mouvement de concentration est significative. Les financiers de la sidérurgie veulent instituer le monopole dans la métallurgie ; et comme deux groupes bancaires tout puissants (l'Union Parisienne et les Sociétés de crédits industriels) dominent les quarante-sept Sociétés productrices de fonte, ils escomptent réaliser l'opération à leur profit. La protection douanière leur livrera définitivement les industries de transformation. Déjà le Cartel de l'acier leur assurait un monopole de fait, le vote du tarif douanier qui écartera définitivement fonte, fer et acier étrangers mettra la petite industrie à leur discrétion. La concentration se fera par les moyens désignés par Lénine sous le terme de contrainte à l'organisation.

Comme nous l'indiquons plus haut, les répercussions du Cartel de l'acier permettent déjà de présumer celles de la protection douanière. Les hauts fourneaux disposent tout d'abord de deux moyens qu'ils ont déjà utilisés : l'élévation des prix, privation de matière première.

L'*Usine* du 4 *mai* publie la lettre d'une grosse fonderie des Ardennes qui s'élève contre le monopole :

« *Le producteur préférant vendre à l'étranger meilleur marché qu'il nous vend à nous, nous refuse la matière première et risque de nous mettre dans l'obligation d'arrêter nos usines. Que devient la liberté du commerce ?* »

Et le même cri d'impuissance jaillit contre ce fait : « *Les cadres de la libre concurrence subsistent mais le joug d'une poignée de ploutocrates s'appesantit sur le reste de la population.* » (Lénine, *Impérialisme.*)

Léon Didier élève une protestation véhémente au nom des directeurs de fonderie qui payent la tonne de fonte 500 francs, soit 185 *francs de plus* qu'à l'exportation.

Il s'indigne que ce soit *uniquement l'industrie de transformation et derrière elle la consommation française qui en fasse les frais.*

Il faut prévoir que toutes ces récriminations inutiles s'amplifieront même après le vote du tarif douanier, jusqu'au jour où les petites entreprises, après des fusions successives, seront intégrées dans l'appareil de la grosse industrie.

La protection de l'agriculture

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer la position des industriels sur le problème de la protection agricole.

Après avoir exigé et obtenu pour eux des taxes qui empêchent l'entrée des outils, machines agricoles et engrais venant de l'étranger, nos capitalistes ont dû envisager certaines compensations pour l'agriculture.

Le Comité des Forges s'est posé résolument en défenseur des agrariens.

François Poncet déclarait dans son intervention au Parlement dans la discussion douanière :

« Voici le coefficient d'augmentation de quelques-uns des frais de culture, pour le deuxième semestre de 1925, par rapport à 1913 :

« Charrues, 4,51 ; semeuses, 4,48 ; batteuses, 5,29 ; faucheuses, 6,22 ; nitrate de soude, 4,8 à 6,4 ; superphosphate, 3,7 à 4,8 ; sulfate de cuivre, 3,6 à 4,7 ; soufre, 4,7 à 6,1.

« Vous voyez que le coefficient moyen de ces augmentations est d'environ 5.

« Or, le droit protecteur établi sur le blé n'a été affecté que d'un coefficient d'augmentation de 3.5.

« En tout cas, le déséquilibre accru entre l'industrie et l'agriculture, qui est une des caractéristiques de notre économie actuelle, est déjà suffisamment grave à nos yeux pour qu'il ne soit pas dangereux de l'accroître davantage. »

Voulant stimuler la consommation des produits industriels dans les campagnes, les dirigeants de l'industrie française sont obligés de permettre aux gros agrariens de vendre à des prix élevés.

D'autre part, le capital financier, qui domine à la fois la vie économique et politique du pays, ne tient pas à encourager la formation d'un parti paysan que dirigeraient les agrariens conservateurs. Cette éventualité n'est pas à négliger dans un pays qui continue à posséder une population rurale s'élevant à 53 % de la population totale.

Mais cette politique n'a pas rallié l'ensemble des industriels français. Les transformateurs, qui utilisent 800.000 ouvriers dans la mécanique et près de 1 million dans le textile (laine et coton), tirent leur profit du travail de centaines de mille d'ouvriers.

La hausse du coût de la vie entraînant des luttes pour les salaires est pour eux un facteur de premier plan. Au contraire, l'industrie lourde de haute composition organique avec un capital constant considérable (hauts fourneaux, machines), qui tire son profit du travail d'un nombre plus restreint d'ouvriers (130.000) et qui les tient beaucoup plus solidement assujettis (de Wendel), redoute moins les conséquences sociales de la vie chère ; c'est pourquoi l'ensemble des capitalistes s'oriente vers un compromis douanier.

Quelle est l'attitude de la paysannerie ?

Les agrariens eux-mêmes ne réclamaient qu'une protection moyenne, mais à condition qu'on n'élève pas des droits industriels prohibitifs. Ils craignent un protectionnisme dont ils présument ne pas jouir longtemps.

Augé Laribé écrit dans l'*Europe Nouvelle* :

« *Puisque la commission n'a pas réalisé l'équilibre par le bas, ni par le haut, il appartiendra au Parlement de réaliser l'équilibre.* »

Répercussions sur les prix et vie chère

Au cours du débat douanier les défenseurs du projet de loi ont voulu démontrer que pour de nombreux produits la protection douanière ne faisait que rétablir l'incidence des droits d'avant guerre.

En fait, ils ont été obligés d'avouer que le coefficient 5 de dépréciation de la monnaie et 6 pour les augmentations de prix, étaient largement dépassés pour un grand nombre d'objets, particulièrement pour les produits mécaniques et chimiques. Nous ne nous attarderons donc pas à démontrer ce que les défenseurs du projet reconnaissent.

L'augmentation qui élèvera les taxes de *leur niveau actuel* à celui fixé par le projet de loi est beaucoup plus significative car c'est elle qui entraînera l'augmentation des prix.

Nous pouvons constater dans les différentes branches de l'industrie de transformation, que la protection obtenue représente, par rapport au tarif en vigueur, une augmentation considérable. Prenons tout d'abord l'industrie du cycle qui a connu ces dernières années un développement considérable. Le droit de 704 francs aux 100 kilogrammes est porté à 1.000 francs, c'est-à-dire que l'importateur qui acquitte actuellement une taxe s'élevant à 23,5 pour cent de la valeur de la bicyclette paiera 33,3 pour cent ; de même pour les accessoires ; les jantes qui payaient un droit de 100 francs seront frappées de droits s'élevant jusqu'à 625 francs aux 100 kilogrammes, pour les autres accessoires taxés uniformément à 704 francs aux 100 kilogrammes, le tarif prévoit des droits allant jusqu'à 1.100 francs.

La construction d'appareils électriques a progressé constamment au cours de ces dernières années et les constructeurs français sont devenus eux-mêmes des exportateurs. La protection qu'ils obtiennent leur permettra de réduire de plus en plus le volume des importations. La taxe frappant les accumulateurs de 129 fr.

aux 100 kilogrammes soit 1 fr. 80 au kilogramme passe 1 fr. 80 ; 2 fr. 75 ; 12 fr. 50 selon la qualité soit pour certains modèles *dix fois le droit actuel.*

L'industrie automobile dont la production ne cesse d'augmenter a réclamé qu'on lui réserve tout le marché français. Le sénateur Japy de la firme Peugeot qui intervenait en février au Sénat sur la politique douanière a obtenu toutes satisfactions pour ses intérêts. De 32 pour cent de sa valeur (au maximum), la taxe passe à 100 pour cent et c'est ainsi qu'une voiture (10 CV — 1.200 kilos) paiera 14.100 francs à l'entrée, ce qui écarte toute concurrence rendue impossible pour les pays étrangers.

Nous pourrions continuer avec les machines outils qui paieront jusqu'à 50 pour cent de leur valeur, mais déjà il apparaît que l'élévation des droits, jointe à la complexité de la nomenclature (qui, portant sur huit mille articles, ne laisse rien à l'imprévu) *le nouveau tarif vise à la prohibition presque totale de tous les produits métallurgiques fabriqués à l'étranger.*

Une loi de misère ouvrière

La loi douanière doit être considérée comme une attaque directe contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Baisse des salaires et augmentation du coût de la vie vont frapper *simultanément* les travailleurs au seul profit des capitalistes.

Par la protection douanière, les industriels opèrent une nouvelle diminution, indirecte cette fois, des salaires. A l'usine, on commence par rogner sur la paie du travailleur ; lorsqu'il se présentera chez le boulanger, l'épicier ou le tailleur avec un salaire déjà réduit, il obtiendra moins de nourriture et de vêtements.

C'est qu'en effet les droits sur les bœufs passent de 34 à 75 francs aux 100 kilos ; de 59 à 125 sur le mouton frigo ; de 85 à 188 sur la charcuterie ; de 34 à 75 francs pour le beurre ; de 10 à 22 (au mille) pour les œufs ; de 18 à 35 pour le quintal de blé.

Les aliments les plus prolétariens ne sont pas épargnés : la pomme de terre passe de 5.10 à 15 francs de taxe aux 100 kilos ; la margarine de 42.50 à 150 francs aux 100 kilos.

D'un jour à l'autre, les taxes qui frappent les produits consommés par les travailleurs vont être doublés, triplés, quadruplés même. Encore, il ne s'agit pas là des objets industriels qui seront maintenus à des prix de monopole. L'industrie qui se concentre chaque jour fait disparaître toute concurrence, viole la loi sur les associations en maintenant les prix. Là où elle veut les fixer, elle aura désormais toute facilité pour rançonner le pays à l'abri des barrières douanières.

Tout le profit doit lui revenir et c'est aux capitalistes, aux financiers parasitaires que reviendra le profit de la taxe qui frappe le blé. Le petit paysan élèvera le prix de son blé, mais son bénéfice disparaîtra dans les caisses des industriels qui lui vendront machines et engrais. Plus de concurrence étrangère avec les 110 francs de taxe aux 100 kilos, pour les faucheuses et les 313 francs au lieu de 132 pour la modeste faux.

D'ailleurs, le paysan qui achète des vêtements, des chaussures, son pain même, n'échappera pas à l'augmentation du coût de la vie.

C'est aussi par des chiffres qu'il faudra répondre à ceux qui voudront présenter la loi douanière comme une loi d'intérêt général.

A Bar-le-Duc, Poincaré a déclaré que les impôts n'augmenteront pas avec le budget de 1928. Or, les taxes douanières sont des impôts de consommation. Quand des matières alimentaires exclusivement produites à l'étranger comme le café et le thé sont frappées de taxes énormes, il s'agit tout simplement de nouveaux impôts contre les travailleurs.

La loi douanière porte donc dans toutes ses répercussions le caractère d'un instrument de classe que nous devrons mettre en évidence.

Les socialistes pour la protection

Seuls les communistes se sont dressés contre cette loi de misère ouvrière. Ils l'ont combattue comme loi de classe. La manœuvre du cartel pour l'ajournement du tarif douanier doit être démasquée.

Les radicaux essayent de donner le change et Ponsot a beau se prononcer

pour une politique douanière modérée, il reste que dans l'*Ere Nouvelle* du 14 mai Paul Aubriot défendait l'ensemble du projet de loi.

Quant aux socialistes nous pouvons prévoir qu'ils se disposent à se rallier à la politique de protection du capitalisme français. Blum prépare le terrain dans le *Populaire* du 20 mai. Il aborde le problème douanier comme celui de la rationalisation, c'est-à-dire en ne s'embarrassant d'aucune considération de classe. C'est tout d'abord une condamnation sentimentale de « *la protection qui porte en soit quelque chose de barbare* » qui est « *injuste* » et « *fait refluer le cours de la civilisation* ».

Ensuite c'est l'adhésion voilée au protectionnisme :

« ....En attendant, la terre est cultivée, des usines se sont créées dans tous les coins du monde. Nous sommes devant un état de fait, produit par le temps et le hasard... » (sic).

« ...En théorie, nous devons condamner la protection, préconiser l'absolue liberté des mouvements et des échanges économiques. Et d'autre part, les *intérêts actuels immédiats* de telle ou telle collectivité ouvrière et paysanne, paraissent liés à telle ou telle mesure donnée de protection... »

A la Chambre le socialiste Cayrel avait été plus précis. Il déclarait le 13 mai dans son intervention :

« Bien que le protectionnisme et les barrières douanières comportent certains inconvénients, je reconnais que, dans les conditions présentes, ils sont une nécessité inéluctable ».

Mais ce n'était pas là la partie principale du discours du député socialiste. Le *Bulletin du Comité des Forges* le commentait en ces termes : « M. Cayrel, député de Bordeaux, *a apporté à la tribune la thèse des grands ports, c'est-à-dire celle du grand commerce et des grandes entreprises de navigation* ».

C'est qu'en effet dans cette mosaïque de tendances qu'est la S.F.I.O., tous les intérêts de la bourgeoisie sont également représentés et le lieutenant de Marquet a pris en ces termes la défense du grand commerce :

« Vraiment, *la protection qu'il établit* (le projet de loi) *comporte-t-elle pour notre commerce, par exemple, des avantages économiques aussi nombreux et aussi importants que ceux que vous en attendez ?* »

Il faut remarquer qu'au cours de la discussion générale la protestation du *Comité d'action économique et douanier* publiée par *l'Œuvre* du 4 mai n'a pas trouvé d'autre défenseur que M. Cayrel. *En fait* le député socialiste est apparu comme le porte parole du financier Dal Piaz, président de ce Comité et membre des plus importantes sociétés de navigation (Compagnie Générale Transatlantique) des docks et des chantiers de construction.

Dans quelques semaines le projet douanier revient en discussion à la Chambre et les socialistes s'apprêtent à participer aux marchandages capitalistes sur les pourcentages de protection.

Le gouvernement accordera bien quelques concessions d'ordre secondaire, qu'ils tenteront d'utiliser pour tenter de sauver la face auprès des ouvriers socialistes.

La loi douanière arme de lutte impérialiste

Pour maintenir sa production sidérurgique et mécanique qui a doublé, l'impérialisme français refoule les produits de ses voisins. Il espère, en vendant cher à l'intérieur, pouvoir offrir les prix les plus bas à l'extérieur et conserver ainsi la totalité de ses exportations.

Mais cette politique, c'était déjà hier celle de l'Allemagne. Demain, l'Allemagne répondra à la fermeture des frontières françaises par une nouvelle élévation de ses tarifs. Les autres pays suivront ceux qui ne se sont pas encore engagés définitivement dans cette voie. C'est ainsi que la Belgique, l'alliée d'hier, n'a pas eu un sort meilleur que l'Allemagne vaincue et devant la protection de l'industrie française, elle réagira certainement. L'Angleterre, libre-échangiste, s'achemine par étapes successives, vers la fermeture de ses côtes.

Les économistes bourgeois ont beau jeter des cris d'alarme à Genève, gémir sur les 6.000 kilomètres de barrières douanières élevés par le Traité de Versailles

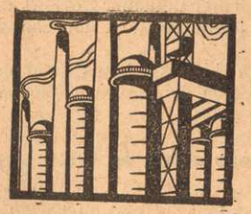
à travers l'Europe, et déplorer enfin le recul du commerce dans l'Europe continentale. Leurs vœux de désarmement économique sont condamnés à être abandonnés et rejetés comme ceux qui ont été mis pour le désarmement militaire et naval.

Aux appels impuissants des économistes libéraux, les faits répondent. A Genève, ce sont des vœux, à Paris des actes. A l'heure où Jouhaux et Loucheur, délégués officiels du gouvernement français, réclamaient à la Conférence Economique Internationale, l'abaissement des barrières douanières, à Paris François Poncet, belliqueux, exigeait au nom du Comité des Forges, que le parlement servile vote un tarif de guerre contre l'Allemagne.

Le capitalisme français continue sa marche de contradiction en contradiction ; sourd aux appels des pacifistes, il accélère les conflits économiques qui mènent aux pires catastrophes. Les pays de l'Europe centrale, sur qui est concentrée l'attention générale, ont été créés par la guerre et des financiers français eux-mêmes ont exporté des capitaux et monté des industries qui se sont développées à l'abri des barrières douanières. De ce côté, donc, pas de débouchés en perspective. Pourtant dans chacun des grands pays industriels de l'Europe : Allemagne, France, Angleterre, le problème des débouchés se pose de plus en plus impérieusement. Cet appareil économique formidable, ces hauts-fournaux, qui ne peuvent s'éteindre, ces usines qui continuent à tourner, sont des réalités avec lesquelles il faut compter. Il faut écouler la production de chaque jour sur un marché mondial déprécié.

Aux batailles douanières, les conflits armés succéderont. Avant 1914, la guerre économique a conduit au conflit mondial la France impérialiste s'engage une fois de plus dans la même voie.

Dans le prochain numéro des Cahiers, *nous publierons un article sur la conférence économique de Genève.*



Le conflit Citroën

□□□

Cet article a été écrit par un camarade qui a vécu le mouvement ouvrier dans les usines Citroën.

Les événements qui viennent de se dérouler aux usines Citroën doivent retenir l'attention de tous nos militants. Ils marquent la fin de la passivité générale du prolétariat devant l'offensive patronale déclenchée depuis le début de la situation.

Ce n'est point par hasard que, dans la métallurgie, la première manifestation de résistance aux méthodes capitalistes de rationalisation se produit chez Citroën. Le nom de cette firme est devenu le symbole du patronat le plus actif, le plus combatif, le plus « moderne » de la région parisienne. Citroën n'est pas seulement l'industriel qui a le plus rapidement et le plus complètement adopté les méthodes américaines de production, appliqué le plus largement le travail à la chaîne, c'est aussi celui qui a mis en vigueur tous les principes du fordisme, et introduit dans ses ateliers la discipline la plus stricte et l'exploitation la plus impitoyable.

De décembre 1926 à fin mars 1927, s'échelonnent toute une série de diminutions de salaires et de brimades accompagnées toujours de l'exigence d'un rendement sans cesse accru. Tous ces faits avaient créé un mécontentement persistant.

Le 20 avril, les feuilles de paye portent des diminutions sensibles sur le « boni ». A Gutenberg, la deuxième équipe débraye et désigne une délégation. La direction réplique en mettant tout le monde à la porte à 18 heures. Le lendemain, à la suite de mouvements de solidarité des premières équipes de Gutenberg et de Javel, la direction déclare licenciés près de 2.000 ouvriers et lock-outées jusqu'à lundi les usines Gutenberg et Javel. C'est la bataille : 10.000 ouvriers sont sur le pavé !

L'organisation syndicale et le comité de lock-out lancent le mot d'ordre : lundi, grève générale dans le 15e ; mardi, extension du mouvement à toute la banlieue.

Des rentrées se produisent lundi matin dans le 15e, mais l'après-midi. Javel débraye et sort à nouveau. Le mouvement rebondit. Mardi, à leur tour, les usines de Saint-Ouen, les Epinettes, Levallois, Grenelle, sortent en masses, portant à plus de 16.000 le nombre des ouvriers en grève.

Débordée de toutes parts, la direction emploie un dernier moyen : pour conserver coûte que coûte l'initiative, elle déclare le lock-out pour les usines où la grève générale est effective, et fixe la rentrée à vendredi ; elle menace par circulaires et affiches les autres usines d'une fermeture prolongée ; elle envoie partout des convocations individuelles ; enfin, dans quelques ateliers, elle accorde immédiatement satisfaction à certaines revendications partielles. La pression réussit : dès jeudi, à Saint-Ouen, Levallois, Javel, les rentrées se multiplient.

Dès lors, l'organisation syndicale ne pouvait songer à prolonger la lutte sous la forme de grève. Le mot d'ordre est lancé de la reprise générale du travail pour le lendemain, avec continuation de la lutte à l'intérieur.

Le travail de nos organismes pendant le mouvement

Nous prendrons comme exemple le 15e arrondissement, où le mouvement a touché le plus gros noyau d'usines, et a duré huit jours.

Récemment reconstituées, les trois *cellules*, correspondant aux heures de sortie (système des trois équipes de huit heures) étaient composées en majeure partie d'adhérents jeunes dans le parti, et surtout travaillant depuis peu chez Citroën et connaissant mal les grandes entreprises. Elles n'en déployèrent pas moins la plus grande activité. Elles se réunirent en assemblée générale cinq fois pendant les huit jours du conflit ; elles firent paraître le journal d'usine, assurèrent la distribution et le collage du matériel et participèrent activement aux services de liaison, d'information et de débrayage.

La *section syndicale* était en réunion, le 20 avril, lorsqu'éclata le conflit. Elle siégea toute l'après-midi et fut tenue pour ainsi dire heure par heure au courant des événements. Elle organisa une première réunion pour l'atelier Gutenberg et alerta la direction du syndicat. Elle se réunit trois fois pendant le conflit. Elle édita avec rapidité, sous forme de tracts, trois manifestes de l'Union syndicale. Une auto-critique doit pourtant être formulée : presque tout le travail fut assuré par les copains des cellules. Certes, les communistes, au sein de la section syndicale, devaient se montrer les éléments les plus actifs, mais ils devaient aussi stimuler et savoir utiliser largement le cercle des sympathisants.

Quant au *rayon* (6e rayon), son comité, convoqué le lendemain même du déclenchement du conflit, invitait tous ses organismes à aider les cellules Citroën. Certes, malgré l'effort tenté, cette mobilisation ne fut que partielle, mais cela ne saurait masquer l'activité déployée par ailleurs, et en particulier le travail de la plupart des membres du bureau de rayon chargés des cellules Citroën.

On ne peut en dire autant du *sous-rayon* du 15e, dont le comité ne se préoccupa aucunement du mouvement. Il y eut là une insuffisance grave, dont le rayon doit se préoccuper.

Enfin, pour être complet, signalons la liaison qui ne cessa d'exister entre les cellules Citroën et la *région*, qui joua un rôle important pendant tout le mouvement.

En résumé, à côté de l'activité propice de la section syndicale, on peut dire que les divers organismes du parti mobilisèrent leurs forces et que si le fonctionnement ne fut pas parfait à tous les échelons, les progrès sur le passé sont considérables.

Le travail dans l'usine

Un point qui retint particulièrement l'attention des cellules fut l'organisation du débrayage dans les ateliers.

On en finit, une fois pour toutes, avec cette phraséologie anarchisante, qui voulait qu'une fois la grève déclenchée, aucun membre du parti n'entre à l'usine. Au contraire, partout où des rentrées importantes étaient signalées, la direction des cellules *désigna* des camarades, auxquels elle assigna la tâche d'organiser le débrayage à l'intérieur. Dans d'autres ateliers, elle eut soin de conserver des camarades chargés de la liaison et de l'information. Les excellents résultats de cette méthode se manifestèrent en particulier lors des débrayages de Javel du lundi 25 et de Grenelle du mardi 26.

Quelques remarques

A ce propos, il convient de noter l'attitude opposée de diverses couches ouvrières à l'égard du débrayage, et par suite, vis-à-vis de tout le mouvement. Nous voulons parler d'une part, de la main-d'œuvre non qualifiée, d'autre part, des régleurs.

Si l'on se souvient que les premières manifestations de mécontentement se sont produites à propos du « boni », qui joue, dans le salaire global, un rôle d'autant plus important que le taux d'affutage est plus bas, donc que la main-d'œuvre est moins qualifiée, on ne sera pas étonné de constater que les éléments les plus actifs lors du déclanchement de l'action ont été les manœuvres et les manœuvres spécialisés. Notons en particulier le rôle joué par la main-d'œuvre féminine.

Or, ces éléments sont ceux qui, jusqu'à présent, ont été le moins touchés par notre propagande syndicale (la plupart des organisés, dans la métallurgie, sont des professionnels). C'est pourquoi cet esprit combatif, nullement lié à un sens de l'organisation, nullement orienté par un réseau actif de syndiqués, ne pouvait durer longtemps. Un exemple typique est celui des femmes qui, parties les premières et avec le plus d'ardeur dans la lutte, sont aussi rentrées les premières. Cela trace aux organisations syndicales tout un plan de travail ; cela doit aussi inciter les professionnels syndiqués à se départir de la morgue que quelques-uns d'entre eux conservent encore à l'égard de la main-d'œuvre non qualifiée, dont le rôle dans la grande industrie moderne devient de plus en plus important.

Quant aux régleurs, qui constituent une partie importante de « l'aristocratie ouvrière » de nos grandes usines métallurgiques, leur rôle, pendant le mouvement, a été très clair : un exemple caractéristique a été fourni par les ateliers Saint-Charles. Là, le 26 au matin, le débrayage était général dans les ateliers de la « reprise » et du « décolletage » ; les régleurs, qui n'avaient pu enrayer le mouvement, se proposent alors au personnel pour aller trouver la direction et lui demander le rétablissement de la prime de vie chère (30 centimes). Ils obtiennent ainsi la reprise immédiate du travail et reviennent avec une augmentation de 25 centimes pour les manœuvres spécialisés hommes et 20 centimes pour les femmes. Les régleurs, tout en apparaissant aux yeux de l'ensemble du personnel comme ayant réussi à lui faire avoir satisfaction, avaient réussi en réalité à briser le mouvement et à empêcher Saint-Charles de se joindre aux autres usines en grève. Ce rôle de l'aristocratie ouvrière pose, devant les organisations syndicales, des problèmes qu'elles ne doivent point négliger.

La tactique des organisations

Il est important d'examiner la tactique suivie par les organisations ouvrières à l'occasion du conflit Citroën.

Prévoyant que, dans la métallurgie parisienne, la résistance à l'offensive patronale commencerait par la firme Citroën, parce que, chez

elle, la rationalisation avait été poussée au maximum et que l'introduction du payement du « boni » collectif avait créé une solidarité d'intérêts plus grande, les organisations intéressées s'étaient, dès février, attelées à la besogne. Une liaison fut créée entre les différentes sections syndicales des usines Citroën de Paris et de banlieue, sous forme d'un comité inter-usines. Une liaison analogue fut instituée entre les bureaux des cellules par la région. Dans toutes ces réunions un travail en profondeur fut préparé pour dresser les ouvriers contre les méthodes capitalistes de rationalisation. Au cours de divers sondages effectués en mars sous forme de réunions du personnel, il fut clair qu'un certain mécontentement se manifestait déjà.

Un cahier de revendications fut alors soigneusement élaboré. Un journal inter-usines, édité par l'Union syndicale, fut préparé pour vulgariser le plus largement ce cahier et préparer les réunions constitutives de comités de vigilance.

On en était là, quand brusquement se produisit l'incident de Gutenberg qui devait le lendemain servir de prétexte à la direction pour lock-outer 10.000 ouvriers.

Dans ces conditions, et bien que l'on fût en pleine période de préparation d'une résistance méthodique, il était clair que le devoir du syndicat était de se mettre à la tête du mouvement et de chercher à l'élargir.

Trois tendances se manifestèrent au sein des organisations : une qui, considérant toute lutte comme impossible en période de chômage, était contre tout mouvement ; une autre qui voulait au contraire généraliser tout de suite et étendre aussitôt le mouvement à toutes les usines Citroën ; une troisième, qui prévalut, et qui demandait que l'on renforce et étende d'abord le mouvement dans les usines du 15e arrondissement, afin de lui assurer une base solide, et qu'on l'élargisse ensuite à la banlieue, où une préparation était nécessaire.

C'était la ligne juste : refuser de prendre la tête d'un mouvement sous prétexte qu'on ne peut rien faire en période de chômage, c'est concevoir la lutte contre les méthodes capitalistes de rationalisation comme une simple propagande verbale, et non comme une bataille sérieuse de la classe ouvrière ; d'autre part, élargir aussitôt et inconsidérément le mouvement, c'était s'exposer à se trouver devant une grève déclenchée en banlieue au moment où peut-être la rentrée s'effectuerait dans le 15e.

Citroën, par son offensive brusquée, avait voulu surprendre les organisations ouvrières en pleine préparation et leur imposer la lutte à son heure. Mais, pour se terminer à son avantage, cette lutte devait se limiter à tout prix à quelques ateliers : la situation de la firme Citroën en face de ses concurrents du consortium de l'automobile (Renault, Peugeot) ne lui permettait pas de faire face à un mouvement général.

Il fallait donc généraliser le mouvement, après l'avoir consolidé dans le 15e. Dans ses grandes lignes, la tactique des organisations ouvrières fut donc juste. Le fait qu'elle n'a pu être complètement appliquée n'est pas surprenant, si l'on songe à la force formidable de l'organisation patronale chez Citroën, et à la faiblesse des sections syndicales dans un ensemble d'usines groupant plus de 30.000 ouvriers.

Conclusion

Le mouvement des ouvriers de Citroën, malgré ses faiblesses et ses insuffisances, a manifesté avec éclat le réveil des métallurgistes parisiens : il est la première tentative de résistance de la classe ouvrière aux méthodes capitalistes de rationalisation.

Il a manifesté également un réveil de l'esprit combatif jusque dans les organisations ouvrières, où il s'était, chez certains éléments, quelque peu estompé devant l'offensive des courants favorables au pessimisme et à la passivité. Des trois grands mouvements d'avril (mineurs, textile, métallurgie parisienne), on peut dire sans hésiter que le conflit Citroën a été celui dans lequel nos organisations ont pris avec le plus de décision l'attitude de résistance active à l'offensive patronale.

Les conséquences en sont déjà importantes. La répercussion s'en est fait sentir jusque dans les résultats de la manifestation de la Butte Rouge, le 1er mai. Elle s'est manifestée, dans la métallurgie de la région parisienne, par toute une série de mouvements de résistance dans des petites et moyennes entreprises.

Citroën lui-même a dû provisoirement reculer. Après la rentrée, il a dû consentir quelques augmentations dans une série d'ateliers, et porter la durée du repos de 15 à 20 minutes. Mais tout cela est provisoire, et les nécessités de la concurrence vont obliger Citoën à accroître sans cesse l'exploitation de ses esclaves : de dures batailles sont en perspective.

Enrichies d'une ample moisson d'expériences, nos organisations sont en plein travail. Un double objectif est d'abord à atteindre : créer une forte base syndicale dans les usines Citroën ; constituer des comités de vigilance puissants, permettant, par un réseau de délégués d'ateliers, de lier étroitement la masse à nos sections syndicales.

La bataille continue contre les méthodes capitalistes de rationalisation ; elle doit entraîner le front unique de tous les esclaves de Citroën. Elle nous permettra sans aucun doute de vérifier une fois de plus que c'est dans la lutte que se forment nos militants et que se trempent nos organismes.

A. CARLIER

DOCTRINE

La politique de la IIe Internationale

□□□

Cet article du camarade E. Varga constitue l'introduction d'un livre très documenté et du plus grand intérêt sur « Les partis social-démocrates » (1) :

Toute tentative de fixer la nature de la IIe Internationale dans la période actuelle se heurte à des difficultés extrêmes, la IIe Internationale ne possédant aucune résolution ayant force de loi pour tous les partis, ni aucune thèse exposant clairement sa conception sur la situation du capitalisme, sur le mouvement ouvrier et sur les tâches des partis, comme c'est le cas pour notre Internationale.

La dualité au sein de la social-démocratie

L'absence de telles obligations a pour cause la dualité objective qui règne au sein des partis social-démocrates. Ce sont en général des *partis ouvriers bourgeois* dont la fonction est de protéger, au sein de la classe ouvrière, l'existence de l'ordre capitaliste. Il en résulte une contradiction constante entre la phraséologie et la politique réelle. Par sa phraséologie, la social-démocratie est un parti prolétarien de lutte de classe. Pour des raisons historiques, elle ne peut conserver la confiance des masses ouvrières qu'en continuant à proclamer que la lutte de classe est son programme (à l'exception du *Labour Party* dont la direction officielle répudie ouvertement la lutte de classe) : Le P. S. A. a *omis* la lutte de classe dans son programme de Goerlitz. En opposition avec sa phraséologie, la social-démocratie sert, en réalité, par sa politique les intérêts de la bourgeoisie, intervenant de toute sa force pour le maintien de l'ordre capitaliste et rejetant en principe le seul moyen de le renverser : l'insurrection armée. Cette contradiction produit une confusion perpétuelle dans les manières de s'exprimer de la social-démocratie.

Les attaches de la social-démocratie avec la bourgeoisie ne se bornent pas à des traits généraux. Chaque parti social-démocrate est lié étroitement à sa bourgeoisie. Les intérêts de la bourgeoisie des divers

(1) « *Les Partis social-démocrates* » est mis en vente par le Bureau d'Editions, 132, faubourg Saint-Denis, au prix de 15 francs (302 pages).

pays ou même des bourgeoisies nationales dans les cadres d'un même pays, étant contradictoires — conformément à l'essence même du capitalisme — la politique effective des partis social-démocrates est également pleine de contradictions. Mais pour donner l'apparence d'une Internationale unifiée, il faut masquer ces contradictions. C'est la seconde raison qui oblige la IIe Internationale à ne se manifester toujours que par des décisions vagues et générales.

Cependant, nous croyons que les conceptions suivantes peuvent être considérées comme étant communes à tous les partis social-démocrates.

La théorie démocratique de l'Etat

L'Etat et son appareil ne sont pas des formations de classes, mais quelque chose existant au-dessus d'elles et dont le fonctionnement est déterminé par les rapports de majorité au Parlement. Il en résulte que la démocratie parlementaire est un moyen suffisant pour la classe ouvrière de conquérir le pouvoir de l'Etat. La lutte à main armée dans ce but est donc superflue et condamnable en principe. La période actuelle est caractérisée par un certain équilibre entre la force du prolétariat et celle de la bourgeoisie.

Ce jugement sur la nature de la social-démocratie est confirmé par les déclarations suivantes faites au Congrès de Marseille (1925), par Hilferding :

« La superstructure évolue sans cesse. Depuis la guerre, nous voyons la force du mouvement ouvrier progresser rapidement ; comme conséquence, les Etats capitalistes, sous la pression des ouvriers, et en lutte avec eux, évoluent vers les formes de la république démocratique. Sous cet aspect de république, la superstructure est déjà partiellement influencée par la force, la conscience de classe et la puissance d'organisation du prolétariat. Nous savons combien, au sein de cette forme d'orientation capitaliste, les tendances prolétariennes contraires se sont accrues, quelle influence elles acquièrent sur la politique et à quel point elles peuvent déjà s'opposer aux tendances capitalistes pour modeler les destinées politiques selon l'intérêt et les buts du prolétariat. Telle est la grande transformation, car la démocratie moderne se distingue de toutes les formes politiques précédentes en ce que la population laborieuse contribue à déterminer la politique ; c'est elle qui, unifiée dans ses organisations fortes d'une volonté commune, fixe de plus en plus le sort du monde capitaliste, à condition qu'elle sache jeter dans la balance politique la force de l'organisation, la puissance de sa volonté, la fermeté de sa conscience. Même si l'ouvrier est encore aujourd'hui mercenaire au point de vue économique, s'il est esclave au point de vue politique, il peut devenir plus libre, il doit devenir toujours plus libre pour acquérir finalement après la liberté politique, la liberté économique. »

De Brouckère déclara :

« Nous sommes arrivés au moment où nous ne pouvons nous contenter de dire aux ouvriers ce que nous ferions du pouvoir politique si nous l'avions. Nous l'avons déjà. Il est en partie entre nos mains et nous devons en faire quelque chose.

« La bourgeoisie n'a plus, à elle seule, la force de gouverner l'Etat par la voie parlementaire et démocratique ; toutefois, le prolétariat n'a pas encore trouvé le moyen de conquérir la majorité parlementaire. Dans

cette situation, et comme l'a déjà dit Kautsky, le gouvernement de coalition est la forme de transition appropriée. »

Dans la plupart des pays, l'attitude des partis social-démocrates répond à cette conception théorique, soit qu'ils participent, soit qu'ils aient participé au gouvernement avec la bourgeoisie. De toute façon, ils s'apprêtent tous à collaborer au gouvernement bourgeois et même dans l'opposition se considèrent comme de futurs partis gouvernementaux. A ce sujet, nous citerons deux autres extraits de discours prononcés au Congrès de Marseille :

Henderson, dans son discours d'ouverture :

« L'Internationale ne doit pas chercher à imposer sa politique aux partis sans tenir compte des circonstances et conditions politiques et économiques particulières dans lesquelles ces partis doivent travailler. La collaboration la plus intense est d'autant plus nécessaire que les succès électoraux et l'orientation parlementaire dans les divers pays ont rapproché les partis socialistes du jour où, non seulement ils accéderont au gouvernement, mais posséderont le pouvoir. »

Puis Breitscheid déclara au cours des débats :

« Si, aujourd'hui, nous parlons moins de nos principes, c'est aussi parce que les partis affiliés à l'Internationale sont enclins, et le seront de plus en plus, à prendre une responsabilité politique dans l'Etat où ils vivent. Les uns étaient hier au gouvernement, les autres y sont aujourd'hui ; il est peu de partis, parmi nous, qui n'orientent à toute heure leur politique en songeant que le moment approche où ils seront à nouveau appelés à prendre la responsabilité du gouvernement. Cette responsabilité ne devra pas nous égarer dans l'opportunisme. Toutefois, nous ne devrons jamais la négliger, même si elle nous permet de faire le moindre pas en avant vers le but. »

En général, on peut établir que plus le groupe parlementaire d'un parti socialiste est fort, plus est proche pour lui la possibilité de participer au gouvernement et plus rares sont ses phrases radicales. En outre, de petits partis social-démocrates collaborent ou ont collaboré à des gouvernements de terreur blanche : Hongrie, Bulgarie, Pologne. Une telle attitude se justifie devant les ouvriers par la nécessité de participer au gouvernement pour adoucir la terreur blanche et soutenir les éléments de gauche de la bourgeoisie qui tendent à une orientation antiféodale du développement capitaliste. Mais le but véritable est de s'assurer une sécurité personnelle et de maintenir ou de reconquérir, par le monopole de la légalité, la domination dans le mouvement ouvrier.

Les perspectives : essor du capitalisme, pacifisme

Sur cette base théorique se construisent les perspectives suivantes : le capitalisme n'est pas à son déclin. Les difficultés actuelles ne sont que les conséquences de la guerre. Une influence plus puissante de la classe ouvrière sur l'histoire du monde peut éviter une nouvelle guerre. Le capitalisme se trouve alors devant toute une période de développement. Cette hypothèse est certaine, car l'agrandissement de l'appareil de production (théorie de Hilferding) entraîne nécessairement une consommation plus grande.

Une telle perspective conduit indubitablement à un pacifisme verbal basé sur le postulat que le développement récent du capitalisme conduit

à un *super-impérialisme*, c'est-à-dire à la possibilité d'un nivellement pacifique de tous les antagonismes par une « organisation au-dessus des Etats », telle que la Société des Nations. Cette idéologie pacifiste est un moyen de gagner au parti la confiance du prolétariat ; elle conduit au rejet de l'insurrection et de la guerre civile devenues superflues et inopportunes, et renforce le courant idéologique vers la collaboration dans les gouvernements bourgeois de coalition. On peut donc dire : la IIe Internationale est une association de partis gouvernementaux ou désirant le devenir.

La lutte contre l'Union soviétique

En tant que parti ouvrier bourgeois collaborant en principe aux gouvernements bourgeois, la social-démocratie a pour tâche principale de combattre le mouvement communiste. Cette lutte se poursuit sur la base de la théorie concernant la démocratie esquissée plus haut et sur la perspective d'un essor plus ou moins prolongé du capitalisme ; conformément à la situation, elle s'oriente dans deux directions : contre la Russie des Soviets, en tant qu'Etat où la méthode de l'insurrection armée a conduit au triomphe de la classe ouvrière, et contre le mouvement communiste dans son propre pays.

La lutte contre l'Union soviétique et la dictature du prolétariat comme moyen de conquérir le pouvoir fut menée pendant des années sous les mots d'ordre suivants : la dictature du prolétariat signifie pour la classe ouvrière, misère, faim, ruine économique et culturelle. L'exemple de la Russie des Soviets montre que le prolétariat n'est pas encore mûr pour gouverner, sans la bourgeoisie, les forces de production développées par le capitalisme. Ces mots d'ordre concordaient avec le fait que, par l'intervention des puissances capitalistes, par la guerre civile et la mauvaise récolte, la Russie des Soviets se trouvait effectivement dans un état de misère et de famine. Grâce au rapide relèvement économique de l'Union soviétique au cours des trois ou quatre dernières années, ces mots d'ordre sont devenus impuissants. Longtemps, la social-démocratie s'est efforcée de présenter comme inexactes ou mensongères les informations sur le relèvement économique de l'U. R. S. S. Maintenant, malgré toute la mauvaise volonté, on ne peut plus nier les faits. Les informations données par des capitalistes, des journalistes bourgeois, des délégations d'ouvriers sans parti et même des social-démocrates ne peuvent rester plus longtemps secrètes. Aussi est-ce pourquoi la social-démocratie changea ses mots d'ordre.

Actuellement, la social-démocratie dit à peu près ceci : le relèvement économique de la Russie des Soviets est la conséquence du retour au capitalisme. Ce n'est pas la classe ouvrière qui gouverne en Russie, ce sont les paysans riches et la nouvelle bourgeoisie qui exercent leur domination par l'intermédiaire d'une clique d'anciens leaders ouvriers. Il n'existe pas, en Russie, de dictature du prolétariat, mais un mauvais capitalisme, primitif, *inculte* et nuisible à la classe ouvrière. Ce capitalisme exploite plus les ouvriers que celui des vieux pays capitalistes où la social-démocratie et les syndicats protègent la classe ouvrière par des moyens démocratiques et se dirigent vers la conquête du pouvoir.

On en déduit que l'insurrection armée et la dictature du prolétariat ne sont, en aucun cas, des moyens propres pour arriver à la conquête du pouvoir.

Malgré la campagne de mensonges de la bureaucratie social-démocrate, la sympathie des masses ouvrières social-démocrates pour l'Union soviétique croît sans cesse. L'attitude du *Labour Party* anglais, le discours d'Otto Bauer sur la Russie, prononcé à la fin de 1925, la nouvelle attitude de certains journaux social-démocrates allemands, qui reconnaissent le caractère socialiste du travail d'édification en Russie soviétique, confirment cette sympathie grandissante. Les chefs social-démocrates n'ont plus le courage de préconiser ouvertement l'intervention armée des pays capitalistes contre l'U. R. S. S. (Kautsky, qui eut la sottise d'afficher le désir secret des chefs social-démocrates d'ourdir et de soutenir de l'extérieur des insurrections en Russie, fut désavoué par ses collègues, plus habiles ; il dut s'abstenir de défendre son point de vue au Congrès de Marseille et même d'y paraître). Les chefs social-démocrates se rendent compte qu'il faudrait une longue préparation avant de chercher à justifier devant la classe ouvrière une lutte des pays capitalistes contre l'Union soviétique. Cette préparation se fait au moyen du pacifisme. La Société des Nations est érigée en institution de paix, organisation au-dessus des Etats, expression organisée d'une nouvelle ère de super-impérialisme à ses débuts ; par contre, l'Union soviétique refusant d'adhérer à cette association internationale de paix, est qualifiée de destructrice de la paix mondiale, d'Etat impérialiste sur un type ancien.

La lutte contre les partis communistes

La lutte contre le mouvement communiste des différents pays est aussi conduite sous le mot d'ordre : Démocratie ! Les partis communistes sont accusés de diviser la classe ouvrière et de paralyser ainsi sa force combative contre la bourgeoisie, aussi bien dans les corps représentatifs que dans les syndicats. Cette thèse s'introduit tout naturellement dans le système théorique et dans les perspectives de la social-démocratie. Si l'on peut convaincre la classe ouvrière que la bonne voie de réalisation du socialisme est la démocratie parlementaire, que la collaboration de la social-démocratie au gouvernement bourgeois équivaut à la participation au pouvoir effectif, il n'est pas difficile d'en conclure que la tactique des partis communistes se dressant, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre la social-démocratie, troisième parti de la bourgeoisie, est inutile et équivaut à une lutte fratricide nuisible pour la classe ouvrière.

Telle est la ligne générale de combat. Dès lors, on exploite le nationalisme de certaines couches prolétariennes, entre autres de l'aristocratie ouvrière, pour répandre l'idée que les partis communistes ne défendent pas les intérêts de la classe ouvrière du pays, mais ceux de la politique extérieure russe, qu'ils reçoivent leurs ordres de Moscou et sont les agents du nouvel impérialisme.

S'appuyant sur la perspective d'une nouvelle période d'essor capitaliste, on veut faire croire à la classe ouvrière que l'essor économique de la classe ouvrière est possible parallèlement à l'essor politique sur la voie démocratique. Outre la lutte syndicale, on recommande avant tout, comme moyen, la participation légale des représentants ouvriers aux institutions économiques, c'est-à-dire l'extension de la démocratie du domaine politique au domaine *économique*. D'autre part, prenant un exemple du développement récent dans le mouvement syndical américain, on fait miroiter aux yeux de la classe ouvrière la possibilité de faire servir

une partie de l'économie capitaliste à la prospérité de la classe ouvrière par des moyens purement économiques : concentration des épargnes dans des banques ouvrières, extension des coopératives et leur liaison avec les banques ouvrières, etc... En même temps, faisant ressortir la supériorité du capitalisme américain sur le capitalisme européen « arriéré », on prétend qu'une révolution prolétarienne en Europe est prématurée. La démocratie parlementaire et économique et la concentration des ressources économiques de la classe ouvrière sont préconisées comme seuls moyens d'élargir progressivement le pouvoir de la classe ouvrière jusqu'à sa victoire définitive, dans un avenir incertain, il est vrai. Tout ce verbiage n'est qu'une réédition du révisionnisme de Bernstein adapté à des conditions nouvelles.

Les tendances et les contradictions dans la IIe Internationale

Nous avons fait remarquer que les contradictions entre les bourgeoisies des divers pays se répercutent aussi dans la social-démocratie, en vertu de la liaison étroite des partis social-démocrates avec leur bourgeoisie. C'est surtout vrai dans la conception de la politique extérieure. On peut affirmer qu'en général tous les partis social-démocrates soutiennent la politique extérieure de leur propre bourgeoisie. L'orientation pacifiste de la social-démocratie actuelle ne contredit pas cela, car, en général, la bourgeoisie de nos jours, manifeste aussi une idéologie pacifiste. La concordance des politiques extérieures bourgeoise et social-démocrate est particulièrement évidente dans la question coloniale. La politique coloniale du gouvernement travailliste ne se distingue que par des nuances très insignifiantes de celle du gouvernement conservateur suivant. Une partie du groupe parlementaire socialiste français vota les crédits pour les guerres coloniales du Maroc et de Syrie ; une autre partie s'abstint et seuls, quelques députés votèrent contre la continuation de la guerre coloniale.

En examinant la politique extérieure de chacun des partis de la IIe Internationale, nous constatons la différence suivante :

Les partis social-démocrates des principales puissances impérialistes et des pays qui leur sont étroitement attachés (Angleterre, France, Pologne, Belgique, Tchécoslovaquie) suivent exactement la politique de la bourgeoisie régnante.

Les partis social-démocrates des pays vaincus et des petits pays s'orientent, en partie d'après la politique de la bourgeoisie la plus puissante, éventuellement sur la politique du pays où le parti social-démocrate est le plus près du pouvoir. Ainsi, après le Congrès de Hambourg, lorsque le *Labour Party* était au gouvernement, l'orientation générale de la IIe Internationale se tournait au fond vers l'Angleterre. Après le renversement du gouvernement travailliste ce fut l'orientation française qui prévalut. Récemment, à l'idée qu'une prospérité économique de la classe ouvrière est possible au sein du régime capitaliste, une orientation vers les Etats-Unis se fait remarquer, spécialement en Allemagne.

Dans les pays à bourgeoisies de nationalités différentes et luttant entre elles, la social-démocratie se trouve particulièrement divisée (en Pologne et Tchécoslovaquie). Nous remarquons alors cette curieuse situation que la social-démocratie, ici polonaise, là-bas tchécoslovaque, collabore au gouvernement avec sa bourgeoisie tandis que la social-démocratie allemande, et allogène en général, se trouve dans l'opposition avec sa

bourgeoisie, bien que tous ces partis socialistes adhèrent à la IIe Internationale. De là ces luttes ouvertes au sein de la IIe Internationale, qui font l'objet de critiques beaucoup plus indulgentes que lorsqu'il s'agit de la lutte entre communistes et social-démocrates.

Bien que la social-démocratie défende les intérêts de toute la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, les partis social-démocrates ont une attitude différente à l'égard des diverses couches de la bourgeoisie d'un même pays. En général, la social-démocratie forme une coalition étroite avec la bourgeoisie dite de gauche, c'est-à-dire la petite bourgeoisie, les radicaux, les intellectuels et les représentants de l'industrie de transformation, tandis qu'elle se trouve en violente opposition avec les représentants de l'industrie lourde et les agrariens, le plus souvent, non par sa propre initiative, mais par le refus de ces classes de constituer en commun un gouvernement avec les social-démocrates. Plus le régime bourgeois paraît solide, et plus cette aile de la bourgeoisie se tient à l'écart des social-démocrates. Du point de vue historique, cette comédie de la bourgeoisie et de la social-démocratie (tantôt au gouvernement, tantôt dans l'opposition) sert à maintenir l'influence de la social-démocratie sur la classe ouvrière. Il est évident qu'une collaboration durable et ininterrompue des social-démocrates à un gouvernement bourgeois détruirait rapidement leur influence parmi les ouvriers.

E. VARGA

QUESTIONS INTERNATIONALES

L'entente cordiale contre l'U.R.S.S.

□□□

Depuis que les événements en Chine, la grève anglaise, etc..., ont touché durement la bourse des hommes de la Cité, les impérialistes anglais se sont mis à forger fébrilement un cercle d'Etats ennemis de l'U.R.S.S. et à enrôler des chevaliers pour la nouvelle croisade. Et pendant que l'impérialisme anglais essayait de porter un coup à la révolte des peuples coloniaux et semi-coloniaux, par ses intrigues et par son or, il s'efforçait d'aplanir les contradictions entre les puissances rivales en vue d'une action commune.

Si dans la première partie du plan qu'il s'était fixé, l'impérialisme anglais obtint quelques résultats provisoires, dans la seconde il ne fit qu'augmenter ses difficultés. Le refus de l'Amérique de participer à une seconde protestation au sujet des incidents de Nankin, et ses propos aigres-doux au sujet des dettes interalliées, faisaient entrevoir des appétits irréconciliables.

Au cri de ralliement de l'impérialisme britannique, Mussolini fut l'un des premiers à répondre présent ! Il commença même démonstrativement à faire la cour à Chamberlain, par l'envoi de bateaux de guerre en Chine, l'appui sans réserves des prétentions britanniques en Extrême-Orient, la ratification de la convention bessarabienne, etc... En échange, il reçut certaines compensations en Djoubaland et en Abyssinie, mais il se trouve déjà en face de la protection de la Compagnie française de chemin de fer. Sous l'œil bienveillant de Chamberlain, Mussolini signe le traité de Tirana le 27 novembre 1926. Là, la pointe est nettement dirigée contre la vassale de l'impérialisme français : la Yougoslavie.

D'autre part, les intérêts économiques de l'impérialisme français et italien, se heurtent de plus en plus violemment dans l'Afrique du Nord et le bassin méditerranéen. La nécessité des marchés extérieurs stimule la rivalité des deux impérialismes, et Chamberlain, désirant contenter l'un, risque fort bien de mécontenter l'autre.

Ainsi, pendant que l'impérialisme italien, méthodiquement, se dirige vers un conflit armé, encerclant hier la Yougoslavie, brisant aujourd'hui la Petite Entente, signant le lendemain un traité de neutralité avec l'Allemagne, l'impérialisme français reste désarçonné.

Pour avoir essayé de mener une politique en contradiction avec celle de l'Angleterre en Chine lors de l'envoi de la première note de M. Chen, le Quai d'Orsay a reçu une telle réplique par le conflit italo-yougoslave, qu'au moment de la préparation de la seconde note à M. Chen, il était le premier à se solidariser avec les buts de l'Angleterre impérialiste. Ainsi, depuis près d'un mois, nous assistons au spectacle tragi-comique où deux rivaux : l'impérialisme français et l'impérialisme italien, se disputent le cœur de Chamberlain. Pourtant, l'impérialisme anglais ne demande pas mieux que de rassembler toutes les puissances du monde dans la lutte contre l'Etat prolétarien.

Mais les choses ne vont pas sans difficultés. Les intérêts capitalistes

sont à tel point opposés les uns aux autres, que plus on essaye de les réconcilier, plus on suscite des appétits.

Il n'y a pas encore longtemps que l'impérialisme français pratiquait la politique de l'autruche vis-à-vis de l'impérialisme italien qui criait : « Sus à l'Allemagne ! » C'était le moment où les capitalistes français préparaient des accords avantageux, des cartels et des ententes avec les capitalistes allemands.

Mais beaucoup de questions restaient encore à résoudre, notamment en ce qui concerne la réduction des effectifs de l'armée d'occupation, l'évacuation anticipée de la Rhénanie, le contrôle de la destruction des forteresses allemandes aux frontières orientales du Reich, enfin la représentation éventuelle de l'Allemagne à la commission des mandats coloniaux. Ainsi, à la veille du voyage de Doumergue à Londres, la France impérialiste était à peu près isolée des autres grandes puissances.

La cure que la Petite Entente est allée faire à Iachimov ne peut pas la revigorer. Aussi, voyons-nous, le 16 mai, Doumergue et Briand s'en aller à Londres conclure un marché. L'article proposé, c'était la haine du communisme. Mais c'est un article bon marché chez les capitalistes. Sarraut n'a même pas attendu que Doumergue ait vendu la peau de l'ours rouge pour crier à Constantine : « *Le communisme, voilà l'ennemi !* » Il était dans la ligne politique établie d'avance, seulement il est allé un peu vite. Après quatre jours de solennités, ils sont revenus avec la formule : « L'Entente cordiale est redevenue une réalité vivante. » Mais cette phrase n'est qu'une promesse. Et les commentaires de la presse qui baissait le ton dès le lendemain, nous indiquent que la « *réalité vivante* » est tout autre. Elle est la réalité des rivalités et des contradictions capitalistes.

Ainsi, on peut voir les plaintes de G. Ducrocq dans *La Nation*, contre « *l'esprit de rivalité de l'Angleterre qui la pousse depuis un an à opposer l'Italie à la France dans les Balkans, l'Espagne à la France à Tanger, à dissocier la Petite Entente et à conclure avec Rome des pactes méditerranéens, des accords abyssins, des délimitations de zones d'influence en Orient d'où nous sommes exclus. Si les coloniaux anglais cessent de contrarier notre action en Syrie et imitent la sage réserve que nous avons toujours su garder dans les zones d'influence britannique, en Palestine, en Irak, dans l'Inde, en Egypte, au Canada, où cependant nous disposions de puissants leviers, si l'Angleterre veut bien admettre qu'il faut à la France des avions et des sous-marins pour défendre son territoire et que ces moyens de défense ne sont pas dirigés contre elle, alors oui l'amitié franco-britannique est souhaitable. Mais elle suppose la réciprocité et l'égalité de traitement.* »

Donc « *l'Entente cordiale* » sera une réalité vivante au cas où les oppositions des impérialismes français et italien seront aplanies. Déjà, le *Temps* du 24 mai laisse entrevoir des compensations pour l'Italie. « *Il n'est pas question de restituer au Reich une des colonies qui lui furent enlevées par le traité de paix, et, d'autre part, si des mandats devenaient vacants, l'Italie serait à satisfaire avant l'Allemagne.* »

Ainsi l'impérialisme français s'engage dans la voie d'une entente cordiale antisoviétique.

Au moment où nos super-patriotes se mettent à la remorque de l'Angleterre et s'apprêtent à participer à la grande croisade antisoviétique, il nous faut alerter les masses laborieuses françaises et les dresser contre cette entreprise criminelle.

J. MERLOT

VIE DU PARTI

Les Cahiers ont ouvert depuis trois mois une intéressante discussion sur l'organisation du Parti dans les cadres administratifs de l'Etat bourgeois.

Nous avons reçu de nombreux et intéressants articles que nous insérerons au fur et à mesure de nos possibilités.

Nous donnons aujourd'hui l'exposé du camarade Dallet que nous pouvons résumer ainsi :

1° *Tout le travail d'organisation du Parti doit porter sur la conquête des grosses entreprises et la création de fortes cellules dans ces entreprises ;*

2° *La structure actuelle est défectueuse. Il faut réorganiser le Parti sur la base des divisions administratives (cantons, arrondissements, départements) ;*

3° *Etant donnée la faiblesse de nos effectifs dans l'ensemble de nos régions, on ne peut songer à constituer* maintenant *des Comités du Parti dans le cadre des cantons et des arrondissements.*

On ne pourra organiser que des Comités départementaux.

La structure générale du Parti serait ainsi fixée :

La cellule (d'entreprise ou locale) ;

Le Comité local (dans une localité où il y a plusieurs cellules dont il dirige et coordonne le travail) ;

Le Comité départemental (dirige tout le travail des comités locaux et des cellules du Parti du département) ;

Le Comité régional (dirige le travail des comités départementaux) ;

Le Comité central (dirige le travail des comités régionaux).

Le travail de réorganisation se poursuit activement sur cette base dans certaines régions. Nous nous proposons de donner dans ce sens toutes les directives utiles aux régions lorsque nous aurons en notre possession une documentation plus complète.

La Section d'organisation.

Où est la solution juste ?

□□□

On a eu raison de condamner l'ancienne organisation fédérale et « fédéraliste », forme social-démocrate d'organisation. Mais si *la forme, le rôle* et *l'esprit* de la vieille organisation était condamnable, il n'en est pas moins vrai que le Parti a sur le terrain départemental un rôle à jouer ; à chaque tâche politique du Parti doit correspondre une forme d'organisation. Tous les camarades qui ont écrit sur cette question sont d'accord là-dessus.

La suppression *pure* et *simple* des fédérations fut une erreur ; on oublia qu'en France le département constitue une unité politique, administrative et souvent économique de première importance.

Les départements furent délimités généralement en tenant compte de la configuration géographique (montagnes, cours d'eau) et des affinités des habitants.

Le chef-lieu du département fut fixé dans la localité la plus importante, la mieux desservie. Dans le développement de la société capitaliste les centres

départementaux ont souvent joué un rôle. Le chef-lieu a continué à se développer, d'abord centre commercial ou manufacturier, à l'intersection des grandes routes et voies d'eau, aujourd'hui presque toujours centre ferroviaire, souvent centre industriel et agglomération prolétarienne.

Si même, dans certains départements, le chef-lieu a perdu de son importance, il est néanmoins le point duquel on peut rayonner sur les centres ouvriers du département.

Son préfet, représentant du pouvoir gouvernemental, son administration, son conseil général, sa commission départementale sont autant de moyens qui permettent à l'Etat d'exercer son influence sur les masses ouvrières et rurales.

Les partis bourgeois, le parti socialiste, les syndicats confédérés ont leur siège, état-major, journaux au chef-lieu. De là rayonne leur influence sur tout le département.

Ce sont assez de raisons pour que nous aboutissions à la conclusion logique qu'il ne nous est pas possible de négliger le département dans notre organisation. L'organisation départementale est donc nécessaire. Mais ce serait une erreur de croire que cette constatation porte en elle la condamnation de l'organisation régionale.

L'organisation régionale s'impose à un parti prolétarien qui veut diriger *toutes les batailles du prolétariat*. Peut-on imaginer que les militants du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, par exemple, militent dans leurs départements respectifs sans être dirigés par un organisme régional commun? C'est impossible !

Le développement de l'industrie a profondément modifié la carte économique du pays. Les régions industrielles existent. Les départements d'un même bassin minier, d'une même région textile sont liés étroitement.

Malgré ses défauts, la réorganisation a eu des résultats positifs incontestables. Entre autre elle a permis de briser le « départementalisme » étroit des anciennes fédérations.

L'organisation régionale par sa centralisation permet une meilleure liaison du C. C. avec la province ; il est plus facile de diriger vingt-cinq comités régionaux que quatre-vingt-neuf départements.

Nos régions, bien que faibles encore, sont déjà des centres dirigeants composés des meilleurs militants du Parti. Il ne peut donc être question de les affaiblir, mais au contraire de les renforcer, de leur donner de plus en plus le sens de leurs responsabilités. Peut-être faudra-t-il apporter encore quelques modifications aux limites de certaines régions, mais dans leur ensemble je pense qu'elles correspondent aux exigences de la lutte moderne du prolétariat.

Voici donc ces deux points fixés : l'organisation départementale et l'organisation régionale sont également nécessaires. Se pose maintenant la question de la *forme* et du *rôle* de notre organisation départementale. Deux points de vue ont été jusqu'alors exprimés :

Les uns ne veulent donner à l'organisation départementale qu'un rôle d'exécution ;

Les autres veulent que le Comité départemental soit une instance régulière du Parti élue et responsable devant ses mandants.

Je suis pour ma part d'accord avec ce dernier point de vue.

Ceux qui défendent la première idée craignent que la création d'un Comité départemental régulièrement constitué, élu et responsable diminue l'autorité du Comité régional et nous achemine vers l'ancienne forme fédéraliste. D'autres ajoutent que la création d'un nouvel échelon alourdirait encore l'appareil du Parti déjà trop compliqué.

D'abord une remarque : l'autorité d'une direction régionale ne réside pas seulement dans les formes d'organisation, elle réside surtout dans la valeur des militants du centre régional, dans la justesse de la politique menée par ce centre.

Le danger fédéraliste existe autant avec les rayons actuels qu'avec une organisation départementale. Si la politique du centre régional est juste, si les directives qu'il donne correspondent à la situation, il aura assez d'autorité pour

faire admettre cette politique, en exiger l'application ; il n'aura pas à craindre que la direction lui échappe.

Si on admet l'utilité d'un organisme départemental (si on pense être assez fort pour vaincre les déviations toujours possibles), comment défendre l'idée qu'il devra n'être qu'une simple commission d'étude sans responsabilité, sans autorité, obligée d'en référer au centre régional pour toutes les questions de son travail quotidien? Une telle commission sera frappée d'impuissance, irresponsable, sans autorité, sans initiative, n'ayant aucun pouvoir d'exécution, elle sera fatalement conduite en raison même des tâches purement techniques que certains veulent lui confier à s'occuper *uniquement* des questions électorales du département.

Dans le département où est le siège de la région il sera naturellement inutile de créer un organisme parallèle ; c'est le Comité régional qui fera le travail, mais dans tous les autres départements un Comité départemental sera nécessaire.

Nos régions sont actuellement écrasées par de multiples tâches ; leur travail sera simplifié le jour où elles pourront s'appuyer sur des comités départementaux à même de suppléer efficacement le Comité régional.

Composés des militants les meilleurs, connaissant mieux la situation dans le département que les militants de la région, en liaison plus directe et plus étroite avec la base du Parti et avec la masse, nos comités départementaux renforceront nos régions qui auront ainsi une assise plus solide.

Les militants du centre départemental placés en face des problèmes plus vastes, des responsabilités plus grandes se développeront et nos cadres seront renforcés d'autant. C'est pourquoi je maintiens que le centre départemental doit être un organisme élu et responsable.

Cet organisme n'alourdira pas l'appareil du Parti parce que, dans la majorité des cas, il sera le seul organisme intermédiaire entre la région et les cellules.

Nos camarades se trompent parce qu'ils ne voient pas que la contradiction n'est pas entre le département et la région, mais entre le département et les rayons.

La S.O. a pris une sage mesure en préconisant le réaménagement des rayons trop nombreux et sans vie, créés artificiellement dans des départements où ni la situation économique ni la force du Parti ne les rend nécessaires ni même viables.

Les rayons sont utiles dans les grandes villes, dans les régions fortement industrialisées, mais ils sont parfaitement inutiles dans les départements non industriels où nous n'avons que quelques centaines, voir même quelques dizaines de membres.

Etant donnée la situation concrète en France, ce n'est qu'*exceptionnellement* que les rayons sont nécessaires en dehors des grandes villes. Dans la plupart des départements nous aurons un Comité départemental en liaison directe avec les cellules d'entreprise ou de village ou avec les comités locaux, là où nous avons plusieurs cellules.

Ainsi l'organisation départementale n'est pas une complication de notre organisation. Elle apporte au contraire une simplification nécessaire.

Avant de conclure, je tiens à dire que je ne sous-estime nullement les dangers que présente dans l'état actuel du Parti le fait que nos organisations départementales auront souvent tendance à s'occuper exclusivement des questions électorales. Nous lutterons contre cela en orientant principalement leur travail dans les centres industriels, pour la conquête des grosses entreprises. Une direction ferme et intelligente des comités régionaux évitera les erreurs possibles.

Cette discussion n'aura pas été inutile parce qu'elle aura permis aux militants de confronter leurs expériences. Elle ne doit cependant pas nous faire oublier que ce point particulier du problème général de l'organisation du Parti est en somme secondaire. Tout en continuant l'adaptation de nos organismes intermédiaires nous ne devons pas oublier que notre tâche essentielle consiste à renforcer notre Parti dans les grosses entreprises.

Moscou, le 20 mai 1927.

Rolland DALLET.

Comment organiser le travail d'auto-éducation ?

□□□

Des articles ont déjà paru dans les *Cahiers* au sujet de l'auto-éducation. Les lettres que nous avons reçues de divers camarades de Paris et de province suffisent à nous indiquer tout l'intérêt que cette forme d'éducation léniniste suscite dans le Parti.

L'auto-éducation organisée est chose nouvelle pour les camarades français ; nous ne craindrons donc pas, de répéter quelques idées déjà connues des lecteurs attentifs des articles précédents : à côté de ces idées déjà exposées, ils trouveront ici des précisions nouvelles qui leur feront saisir l'ensemble du travail à entreprendre.

Une circulaire a été adressée aux agit-prop. régionales. Nous ne ferons dans cet article qu'en reprendre l'essentiel.

Ce sera le rôle des agit-prop régionales de prendre les dispositions nécessaires pour que la question soit discutée dans les cellules.

L'Agit-Prop centrale a d'ailleurs l'intention de fournir une base de discussion aux cellules sur ce sujet, en publiant (par exemple dans un Bulletin d'information) un exposé sur l'auto-éducation, qui sera commenté par les cellules.

Voici donc quelques indications nouvelles. Dans la mesure où les responsables d'agit-prop, aux divers échelons du Parti, se mettront au travail, il sera possible à bref délai de commencer à appliquer réellement l'auto-éducation, qui sera sans doute des plus profitables au Parti.

F. FONTENAY

L'auto-éducation consiste d'abord dans *l'éducation individuelle* des membres du Parti par la lecture des publications communistes diverses. Inutile de répéter ici combien cette lecture est peu faite en général, ou combien, dans le meilleur cas, elle est faite de façon peu ordonnée, au hasard des parutions, ou des curiosités d'un camarade.

L'auto-éducation se propose donc, tout d'abord, de fournir à tout camarade désireux d'étendre ses connaissances léninistes, le moyen d'étudier seul, *c'est-à-dire de choisir, convenablement ses lectures, et d'être contrôlé et guidé au cours de son travail.*

Cela demande *un peu de bonne volonté et beaucoup de persévérance.*

Nécessité d'un bureau d'auto-éducation régional

Le premier pas consiste à former rapidement un bureau d'auto-éducation régional. Le terme ne doit pas nous en imposer. Il s'agit d'un organisme simple ayant des tâches simples.

Auprès de l'Agit-prop. régionale, on groupe deux à quatre camarades, se réunissant régulièrement. Ces camarades doivent avoir quelques connaissances théoriques et être bien liés à l'activité du Parti. Ils doivent être des militants soucieux de se tenir constamment au courant des événements, et des questions qui se débattent dans le Parti. Ils doivent (s'ils ne sont pas abonnés eux-mêmes), pouvoir trouver à la région les publications indispensables à leur information :

les *Cahiers*, la *Correspondance*, la *Vie Ouvrière*, la revue l'*Internationale Communiste*.

C'est de l'activité de ces camarades que dépend, dans une plus large mesure, le développement de l'auto-éducation individuelle, et ultérieurement des cercles.

Rôle du bureau d'auto-éducation

Les camarades du Bureau auront surtout au début des tâches *d'organisateurs*, mais simultanément ils auront aussi — et de plus en plus à mesure du développement du travail, — une tâche *d'éducateurs*.

Nous avons expliqué qu'il s'agit de permettre aux camarades du Parti de lire avec ordre et d'être *contrôlés* et *guidés*.

Le moyen consiste en premier lieu à *créer dans la presse hebdomadaire des rubriques d'auto-éducation*, c'est-à-dire à réserver dans le journal *une colonne* qui contiendra l'indication d'un sujet d'étude et toutes les références utiles (tel livre, telle page ; — tel journal, telle date, etc...)

Cette colonne du journal réservée à l'auto-éducation doit évidemment avoir une « tête de rubrique » toujours la même, de préférence bien caractéristique et qui « ressorte » dans la page (voyez l'exemple de la colonne « Vie du Parti » dans l'*Humanité*). Au-dessous vient le *titre du sujet d'étude proposé*.

Comment cette rubrique fonctionne-t-elle ?

Un camarade la lit, étudie les passages des livres indiqués. Mais ce n'est pas tout. Si l'on se bornait à cela, l'auto-éducation ne profiterait qu'à quelques camarades actifs, et d'autre part, on n'aurait aucun moyen de savoir l'étendue du travail individuel effectué. Mais *surtout les camarades étudiant isolément pourraient commettre de grosses erreurs*, se traduisant par certaines déviations. Enfin, les camarades du Bureau d'auto-éducation régional ne seraient point en contact avec leurs « élèves » ; ils travailleraient en somme en journalistes chargés d'une rubrique, ils ne seraient pas au courant des désirs des adhérents, etc...

Il faut donc créer un *lien sérieux* entre le bureau d'auto-éducation de la région, et la base.

Ce lien, c'est :

Pour les étudiants individuels : la correspondance avec le bureau régional d'auto-éducation ;

Pour les cercles : la correspondance aussi, et de plus les visites des cercles par les responsables du Bureau d'éducation et de l'Agit-Prop.

Cela constitue le contrôle et l'orientation de l'auto-éducation.

Le contrôle (correspondance)

Chaque fois que paraît la rubrique d'auto-éducation, elle doit porter, très visible, *l'adresse* du « bureau ».

Il sera indiqué dans la rubrique que le « bureau » répond à toutes les demandes de renseignements concernant l'éducation.

D'autre part, chaque sujet d'étude proposé dans la rubrique *est accompagné de questions de contrôle* très simples, mais portant sur les points essentiels.

L'élève, son étude faite, répond par écrit aux questions et envoie cette réponse au Bureau, qui doit faire ses observations et les retourner à l'élève.

C'est cette correspondance qui doit assurer la direction et le succès du travail. Il est évident que l'étudiant ouvrier qui se sentira guidé, contrôlé, travaillera beaucoup mieux.

Il sera nécessaire de susciter par des procédés très simples l'échange de la correspondance.

On publiera les meilleures réponses aux questions de contrôle. On peut donner à tout élève qui aura répondu aux questions posées dans trois rubriques successives *tel ou tel livre à son choix*. Ici, l'initiative des bureaux régionaux d'éducation peut jouer librement.

Pour les cercles, le système de correspondance est le même, mais il faut y ajouter la *visite des cercles* par les responsables d'Agit-Prop.

Comment mettre en train le travail ?

1° Créer le Bureau d'auto-éducation, qui demandera à l'Agit-Prop. centrale les renseignements complémentaires nécessaires.

2° Le Bureau doit commencer par *obtenir du journal* une colonne pour la rubrique.

3° Dans cette rubrique seront publiés *des articles* sur la question de l'auto-éducation, pour en expliquer *l'importance et le rôle*, et *annonçant la parution à brève échéance de directives pour l'étude.*

4° Aussitôt après commence *la publication de ces plans d'étude*, toujours accompagnés de quelques mots d'explication pour rappeler leur but, leur utilisation, l'adresse pour la correspondance, etc...

5° Mais on n'arrivera à rien si on se contente d'une simple insertion.

Il faut absolument que *la question de l'auto-éducation soit posée dans les cellules, examinée et discutée de près par elles : c'est le seul moyen d'entraîner dans le travail un grand nombre de camarades.*

De la création d'un organisme central technique coopératif communiste

□□□

Je vais peut-être soulever un tollé général de quelques administrateurs de coopératives jaloux de leurs lauriers commerciaux ; certains seront tentés d'assimiler cet organisme à la C.C.C. et le traiteront d'organisme superfétatoire, tandis qu'à mon avis, celui-ci viendra utilement compléter celui-là.

Malgré toutes les objections que l'on peut soulever, je pense qu'en face de la rationalisation capitaliste la coopération révolutionnaire ne doit pas se borner à constater le tressaillement de l'économie bourgeoise qui jusqu'à ce jour n'a touché que la grosse industrie mais qui, au fur et à mesure que la crise se développera par suite de l'application du plan des experts, englobera toutes les branches moyennes et petites du commerce et de l'industrie ; à ce moment-là nos coopératives seront sérieusement touchées, d'autres peut-être mortes.

En face ce regroupement de l'économie capitaliste qui se manifeste sous ses différentes formes (rationalisation, trusts, consortiums, cartels, etc...) pour imposer sur le marché les prix de vente des objets de première nécessité ainsi que les salaires des ouvriers, les coopératives révolutionnaires ne peuvent rester isolées les unes des autres, il faut créer une liaison commerciale qui les mette en rapports constants. Il faut qu'à leur tour les coopératives s'apprêtent à lutter contre la concurrence et s'adaptent aux conditions nouvelles du commerce si elles veulent résister à l'assaut capitaliste qui tentera de les absorber ou de les détruire.

Si la liaison politique existe par le canal de la C.C.C., du point de vue commercial, nous pouvons constater avec étonnement que les coopératives révolutionnaires vivent dans un « bel isolement commercial », c'est-à-dire sans aucun organe de liaison leur permettant de se communiquer entre elles la marche de leurs affaires, leurs expériences heureuses ou leurs petits insuccès.

Il manque aux coopératives révolutionnaires une « fraternité commerciale » qui les fait marcher en ordre dispersé en face le commerce bourgeois bien centralisé. Il est nécessaire qu'un organisme de liaison purement commercial soit créé au plus tôt ; cette commission technique viendrait épauler l'action politique de la C.C.C., elle réunirait tous les administrateurs et comptables de coopératives.

L'utilité d'un tel organisme n'est plus à démontrer, en plus de la liaison commerciale désirable qui s'établirait entre les coopératives comme je l'indique plus haut, il permettrait un échange de vues automatique sur les prix des matières premières, sur la situation commerciale de chaque coopérative, sur les lois fiscales, etc. ; en un mot, il constituerait une aide morale et quelquefois effective pour les coopératives dans l'embarras grâce aux mesures que cet organisme technique pourrait envisager et appliquer en temps voulu.

Cet organisme central technique coopératif révolutionnaire faciliterait la tâche des jeunes administrateurs par des conférences qui les feraient bénéficier des conseils et de l'expérience de leurs aînés, il assurerait la formation et ouvrirait la voie à une phalange d'administrateurs révolutionnaires dont le Parti a grand besoin.

Répondons au centralisme commercial capitaliste par la concentration de toutes nos capacités techniques, la coordination de nos efforts et de nos méthodes qui nous conduiront à une meilleure administration de nos coopératives.

Le mouvement coopératif ouvrier est à un tournant de son histoire ; ou les coopératives seront puissantes, prospères, florissantes, ou elles ne le seront pas. La capacité de consommation que nous possédons nous permet tous les espoirs. Aux révolutionnaires à savoir s'organiser, à ne pas se laisser devancer par la bourgeoisie ; il est encore temps.

ANTONIMI,
7, *rue Souchal, Clichy (Seine).*

TRIBUNE DE DISCUSSION

Quelques réflexions sur le raid Nungesser-Coli

□□□

Il n'est peut-être pas trop tard pour parler du raid Nungesser-Coli, à cause de certaines réflexions qu'il suggère. L'*Humanité* a déjà dit dans quel but mercantile il avait été préparé et pour quelle misérable raison d'amour-propre national le gouvernement avait brusqué le départ, vouant ainsi les deux aviateurs à une mort presque certaine. Aussi je n'y reviendrai pas.

Mais un autre phénomène m'a frappé : c'est la rapidité quasi foudroyante avec laquelle une véritable frénésie patriotique s'est emparée d'une grande partie de la population parisienne. S'il ne s'était agi que de la tourbe des rastas, des métèques et des journalistes plus ou moins véreux qui composent le public du boulevard, ce n'eût été que demi-mal. Mais, malheureusement, bon nombre de prolétaires en ont été atteints ; et je suis sûr que beaucoup, parmi ces travailleurs, sont antimilitaristes, antiguerriers, et se croient affranchis de tout virus chauvin ; et cependant une seule occasion a suffi pour réveiller chez eux le nationaliste qui, suivant un dicton célèbre légèrement modifié, sommeille dans le cœur de tout homme. Ils ne se doutent pas qu'avec un pareil état d'esprit, et habilement manœuvrés par la grande presse à la solde des capitalistes, ils repartiraient, le moment venu, allègrement pour la prochaine dernière.

C'est là une symptôme très grave qui doit retenir l'attention du Parti. Il prouve que le sentiment patriotique, fruit d'un long atavisme, a encore d'assez fortes racines dans le cœur ou plutôt, dirai-je, dans « l'inconscient » des foules, que le raisonnement ne suffit pas à arracher. Pour le contrebattre il faut y substituer un autre idéal que j'appellerai le patriotisme de classe, qui n'est autre, en somme, que l'internationalisme prolétarien. Certes, je sais bien que les travailleurs ont pour devoir primordial d'avoir pleine conscience de la solidarité d'intérêts qui les lie les uns aux autres ; mais ce n'est pas assez : il faut également parler à leur cœur pour qu'ils aiment leur cause, et qu'ils soient prêts à se dévouer pour elle comme ils l'ont fait jadis pour le roi ou pour la patrie.

Raymond Lefebvre l'avait bien compris lorsqu'il demandait qu'à l'exemple des premiers chrétiens, nous eussions une hagiographie. Les saints n'étaient en effet que les grands docteurs qui avaient répandu et divulgué la doctrine ou les militants d'élite qui s'étaient sacrifiés pour leur foi. Eh bien ! nous n'en manquons pas de cette sorte de héros et plus authentiques. En diffusant le récit de leur vie, et souvent, hélas ! de leur martyre, nous inspirerons aux travailleurs une fierté légitime de compter dans leur sein de tels dévouements ; et nous chasserons de leur cœur l'idole de patrie qui ira rejoindre dans le néant les dieux morts.

A. ILLCH.

Physionomie et rôle du Parti communiste

□□□

Cet article de notre camarade Juin fait suite à celui que nous avons publié dans le précédent numéro des Cahiers :

La tâche assignée aux P.C. n'est pas mince : Renversement de la bourgeoisie et instauration de la dictature du prolétariat. Nous ne devons pas nous cacher les luttes âpres et sans merci que la réalisation de cette tâche entraîne. La bourgeoisie est prête à défendre son pouvoir ; Mussolini lui a offert une expérience profitable ; l'exemple russe lui a ouvert les yeux, et les Kerensky se feront rares.

Pour accomplir sa mission, le P. C. doit s'assurer des troupes d'assaut solides et des alliés sûrs. C'est dans le prolétariat des villes et des champs en général, mais *surtout* dans le prolétariat industriel qu'il puisera les premiers et dans la petite paysannerie et quelques catégories des classes moyennes qu'il trouvera les seconds. Mais insistons bien sur ceci : ce n'est seulement qu'avec la participation effective, pleine et *consciente* du prolétariat industriel que la bataille décisive est possible. Sans ces conditions préalables, c'est utopie, folie même de penser au renversement de la bourgeoisie.

Un P. C. doit donc se poser comme objectif principal la conquête du prolétariat industriel, et cela coûte que coûte. Dans ce but, il doit absolument se donner une physionomie vraiment prolétarienne, une surface. Il ne suffit pas qu'un parti comprenne un gros pourcentage de travailleurs si, parmi ceux-ci, le prolétariat industriel de souche est minorisé, car si le niveau théorique est inférieur, si ses cadres se trouvent placés sous l'influence de quelques intellectuels insuffisamment préparés pour être à la hauteur de leur tâche, on doit s'attendre à voir surgir et régner partiellement même de véritables déviations petites-bourgeoises.

Un P. C. ne peut se préserver de l'idéologie petite-bourgeoise qu'en se donnant une haute composition vraiment prolétarienne. Il ne peut obtenir cette physionomie qu'en portant tous ses efforts sur le prolétariat industriel, en se liant à lui d'une manière si étroite *qu'il vive réellement sa véritable vie.*

La condition de cette liaison est une *large* application du centralisme démocratique. Certes, le P. C. serait celui qui possèderait une tête infaillible émettant des directives exactes à un corps consciemment discipliné appliquant celles-ci rapidement et à la lettre. Or, cet idéal ne peut être atteint que dans la mesure où, au cours de véritables luttes, on sait utiliser les combattants les plus énergiques et les plus habiles qui émergent ; mais *jamais*, en créant de toutes pièces des cadres revêtant le corps du Parti et tendant à l'immobiliser à l'exemple de ce serf qu'un seigneur avait revêtu d'une armure pesante pendant son travail aux champs sous prétexte de le protéger contre les brutalités de ses voisins pillards.

La composition des cadres d'un P. C. n'est pas quelque chose de déterminé une fois pour toutes, ne subissant que des modifications consistant tout au plus à changer de place quelques individualités. Il faut tendre à y incorporer des militants ayant fait leurs preuves dans le seul lieu où on peut réellement le constater : dans l'entreprise industrielle ou agricole.

Un fonctionnaire du Parti ne doit pas être inamovible, mais remplaçable par

des éléments plus frais, plus alertes, plus « modernes ». Il doit aussi dans la mesure du possible aller se retremper à l'entreprise au sein des masses qu'il est chargé de guider vers la révolution.

Quand notre Parti opéra sa transformation sur la base des cellules, il y eut dans les grands centres industriels — grâce aussi à la presse qui nous fit une sérieuse réclame — un certain mouvement de curiosité parmi les ouvriers ; la plupart étaient intrigués. Qu'étaient ces fameuses cellules ? Puis quand ils comprirent que nous voulions faire une forteresse de chaque entreprise en nous y accrochant, en y faisant notre champ de manœuvre, les ouvriers approuvèrent tacitement et cela pour la bonne raison que l'organisation révolutionnaire au sein de l'usine, est une idée *essentiellement prolétarienne*, elle gît plus ou moins vivante dans l'esprit de chaque ouvrier. Mais ceux-ci voulaient voir quels manœuvriers nous étions, et c'est là que les difficultés commencèrent.

La plupart du temps — précisément à cause d'une mauvaise *application du centralisme démocratique* — nos camarades manœuvrèrent mal. Dans ce cas, les prolétaires dont nous avons décrit plus haut les particularités, devinrent indifférents, nous considérant comme des apprentis et ne voulant pas servir de cobayes pour des expériences dont ils pressentaient souvent l'issue malheureuse. (1)

Quand, au contraire, nous savions manœuvrer, alors la sympathie et la confiance affluaient si rapidement qu'on a pu voir quelquefois des entreprises de 1.000 ou 2.000 ouvriers conquises en 6 mois, par une cellule de 25 membres possédant 3 ou 4 animateurs, et sans qu'aucune situation particulière intérieure à l'usine soit venue faciliter cette conquête.

Ce travail à la base a fait surgir des militants du prolétariat industriel. Luttant et manœuvrant dans des conditions périlleuses, ceux-ci ont acquis une conception saine de la lutte de classe, et apporté dans notre Parti un élément nouveau, quasi inconnu jusqu'alors et dont *il faut tenir compte*.

Les militants actifs de l'entreprise qui ressentent toutes les impressions du prolétariat industriel au milieu duquel ils vivent, s'écœurent ou se scandalisent parfois exagérément, dès qu'ils constatent qu'en haut lieu, on s'obstine à faire des fausses manœuvres, malgré l'évidence de celles-ci, et malgré leurs avertissements réitérés.

Objecter que le prolétariat industriel est éduqué de telle façon, qu'il sait obéir et admettre le centralisme même rigoureux pour fonder le centralisme sourd et omnipotent, c'est caricaturiser ou ne pas vouloir comprendre l'état d'esprit des ouvriers.

Ceux-ci savent bien que si on les concentre dans une entreprise pour faire des automobiles, elles doivent être d'un type déterminé et les pièces les composant usinées de façon qu'elles puissent s'assembler ; qu'un centre directeur doit nécessairement exister établissant un plan de production que les ouvriers doivent exécuter. Ces derniers savent aussi que si on veut leur faire produire des voitures légères avec des machines équipées pour fournir des camions, ou si les chefs d'ateliers ou contremaîtres appliquent le plan maladroitement, ou bien s'ils ne peuvent obtenir la modification d'un mauvais usinage, la production des automobiles sera irrationnelle et défectueuse. Les ouvriers savent encore que cela est imputable au centralisme de « haut en bas », mais si l'exploiteur s'obstine à l'appli-

(1) Il ne faut pas oublier en effet que le prolétariat de notre pays n'est pas neuf. Pendant un demi-siècle d'expérience démocratique, il a goûté à bien des sauces « socialistes », « anarchistes », « syndicalistes pures... et impures » qui ne lui ont pas laissé seulement de la confusion et des désillusions, mais pour ses couches avancées des enseignements et de la prudence. Si les masses votent pour le Bloc des Gauches, ce n'est pas parce qu'elles *y croient* dans le sens propre du mot, mais parce que nous n'avons pas encore su leur montrer concrètement l'issue révolutionnaire.

quer, ils s'en consolent en pensant : « Si ça l'amuse, moi ça ne me dérange pas. » (1)

Mais l'ouvrier qui est à même de constater fréquemment les méfaits de cette application rigoureuse de « haut en bas » sans compensation de « bas en haut » ne peut tolérer une telle compréhension du centralisme dans *son* entreprise dont *il* constitue le capital et la force travail : dans le P. C. Si cela se produit, il regimbe ; si ça se perpétue, il s'en va, car cette fois il ne *peut plus* dire : « Si ça l'amuse, moi ça ne me dérange pas ».

Ne pas chercher à stimuler l'ardeur des camarades des cellules par une application large et profonde du centralisme démocratique, et la suppression des entraves organisatrices inutiles, est une erreur. Bâillonner inconsciemment ainsi les actifs de la base, *n'est pas l'intérêt du parti*. Si ceux-ci se trompent ou émettent des points de vues inexacts, c'est aux éléments éclairés et en premier lieu à la direction, qu'il appartient de le démontrer. Les ouvriers sont rarement de mauvaise foi (c'est encore une qualité qui leur vient de la production industrielle) mais ils ne consentent à aucun prix à prendre consciemment des vessies pour des lanternes.

Si les organes dirigeants ne savent pas leur prouver qu'ils ont tort — avec relativement la même exactitude que les contrôleurs vérifiant leur travail à l'aide d'instruments de précision — il ne faut pas espérer les fléchir par l'intimidation, car de même ils ne veulent pas, sous prétexte de couvrir un contremaître, avouer des fautes qu'ils n'ont pas commises ; de même ils soutiendront des points de vues justes, le prestige de ces organes dût-il en souffrir.

Un Parti Communiste ne peut chercher à excuser ses insuccès par une soi-disant inertie ou un manque de révolutionnarisme du prolétariat, sans se mentir à lui-même, car *toujours* le prolétariat est révolutionnaire dans la période de l'impérialisme dépérissant ; mais il faut savoir le conquérir. En se tenant un pas en avant des masses, il doit rappeler sans cesse au prolétariat la tâche historique qui lui est dévolue. La politique quotidienne de revendication immédiate ne doit pas se faire au détriment de sa politique fondamentale, mais au contraire en être le complément.

Un Parti qui croit être pleinement communiste simplement parce qu'il crie périodiquement qu'il veut faire la révolution, ne fait que répéter ce que le prolétariat industriel désire obscurément depuis des années. Si ce Parti ne sait pas démontrer comment elle est possible, par quels moyens il la réalisera, quels sont les maillons de la chaîne qui relie l'époque présente à cette révolution en répondant à chaque décrépitude nouvelle du capitalisme, par son propre renforcement ; en profitant des trahisons d'un parti démocratique de masse, non pour le repêcher, mais pour souligner la faillite du parlementarisme et jeter parallèlement les bases de la vraie démocratie prolétarienne, par la reconnaissance des délégués d'entreprises, les conseils d'entreprises et de paysans..., etc... S'il ne sait pas faire cela, il n'a pas à s'étonner de l'inertie des masses, car il en est le premier responsable.

Dans un pays comme la France où le parlementarisme joue encore un aussi grand rôle — sans toutefois l'exagérer — il convient de l'utiliser avec une habileté particulière et user avec précaution des combinaisons parlementaires et électorales qui peuvent dérouter les masses. Notre but étant de les dégoûter de leur souveraineté illusoire, le P. C. doit savoir profiter des moments propices pour les détourner de la voie démocratique bourgeoise et les engager dans la voie révolu-

(1) Naturellement, le centralisme de la production capitaliste n'est pas aussi borné ; il est souvent de « bas en haut » et les capitalistes modernes en comprennent bien l'importance. Il suffit d'ailleurs de lire quelques ouvrages sur les méthodes scientifiques de travail pour se convaincre que celles préconisent les « Commissions du Personnel » pour l'utilisation des initiatives ouvrières. Cette formule adoptée par les social-démocrates peut être plus dangereuse qu'on ne le pense si nous n'y prenons garde, lors de la période nouvelle qui s'élabore sous l'égide de la rationalisation.

tionnaire de classe. Ceci est d'autant plus important que le prolétariat industriel, productif, numériquement distancé sur le terrain électoral, le sera de plus en plus, car le capital, par sa transformation organique, accroît la masse des non-producteurs, sous forme d'employés subalternes (pointeaux, chronométreurs, bureaucrates, employés et domestiques divers, etc.) particulièrement accessibles aux illusions parlementaires.

S'il est nécessaire d'utiliser le parlementarisme parce que les masses y accordent encore une certaine attention, un P. C. ne doit pas s'y plonger jusqu'au cou au point d'oublier qu'à la moindre lassitude, sérieuse et profonde, il doit leur parler *clairement* du véritable organe de la démocratie prolétarienne : le Soviet.

Il n'est pas inutile d'ailleurs de rappeler quelques directives de Lénine extraites des thèses du 2e Congrès de l'I. C., qui ont toujours leur pleine valeur.

Sur les élections :

« *La lutte électorale ne doit pas être menée que par les sommets du Parti, mais par l'ensemble des adhérents du Parti.* »

Sur la tactique au Parlement :

« *La sortie des communistes du Parlement peut devenir nécessaire à un moment donné.* »

« *Dans d'autres circonstances, il peut être nécessaire de boycotter les élections ou de monter immédiatement à l'assaut de la clique bourgeoise parlementaire, ou même de participer aux élections tout en boycottant le Parlement lui-même.* »

Sur les Soviets, ou après avoir examiné les conditions nécessaires à la transformation des Soviets de députés ouvriers et soldats, en organe actif du pouvoir, la thèse précise :

« Au cas où ces conditions ne sont pas remplies, *les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opiniâtrement l'idée des Soviets*, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population, que les Soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral. » (1)

Comme le démontrent ces extraits, si Lénine a combattu âprement les extrême-gauchistes partisans du boycottage *permanent* du parlementarisme, il a, par contre, indiqué qu'un P. C. ne doit pas *s'installer* dans le parlementarisme, mais y *camper* dans l'espoir d'en sortir le plus tôt possible avec profit pour le prolétariat qu'il représente, c'est-à-dire dès que celui-ci manifeste un doute profond à l'égard de ce système.

Or, quand on sait que le Soviet, précisément parce qu'il repose sur le lieu où l'ouvrier est mieux à même de le contrôler : sur l'entreprise, est une conception *absolument prolétarienne*, on admettra aisément qu'il peut effrayer les petits-bourgeois, mais non le prolétariat industriel et agricole. Quand on sait que les partis démocratiques de France ne cachaient pas en 1924 qu'ils utilisaient leur dernière carte si, par la suite, ils se montraient incapables de réaliser leurs promesses. Quand on évalue quelle faillite légendaire ces partis ont enregistrée et que l'on constate que malgré tout ils s'apprêtent à affronter honorablement le scrutin de 1928, on est en droit de se demander si le P. C. F. a bien utilisé les précieuses directives de Lénine. Nous n'insistons pas sur ce point, nous promettant d'y revenir en temps utile, c'est-à-dire quand le Parti fera l'autocritique de son action

(1) Quand on constate que la presque totalité du prolétariat français ignore ce qu'est un Soviet, on peut l'excuser d'apporter encore une attention trop grande au suffrage universel et aux social-démocrates. Pourtant une simple brochure de 2 sous, intitulée « Qu'est-ce que le Soviet ? » et diffusée par centaines de milliers d'exemplaires aurait beaucoup plus d'influence pour détourner cette attention à notre profit que tous les articles-polémiques sur Jouhaux, du B. I. T., et Paul-Boncour, de la S. D. N. Naturellement, cette diffusion ne peut se faire isolément ; elle doit cadrer avec la politique du Parti.

passée comme nous l'indique Lénine, à la veille de son prochain Congrès sans doute.

Un P. C. qui croit mettre en pratique les enseignements de Lénine concernant les alliés du prolétariat en servant surtout les intérêts de ceux-ci, dessert la cause de la révolution prolétarienne. Le P. C. ne doit pas *servir*, mais *se servir* des intérêts de la petite-bourgeoisie des villes et des champs. Celle-ci, extrêmement instable, tantôt avec le grand capital *qu'elle envie*, tantôt avec le prolétariat qui, en se battant avec celui-ci, la défend quand ses intérêts sont trop menacés (inflation, rationalisation, etc.), sait prendre à ces occasions des *allures* révolutionnaires trompant ceux qui s'y laissent prendre.

Le prolétariat ne doit pas être à la remorque de ses alliés, mais à leur tête.

L'utilisation révolutionnaire du prolétariat industriel dépend surtout de son parti de classe. Si celui-ci sait, comme il est indiqué plus haut, *vivre sa véritable vie au sein même du prolétariat* et non dans les discussions stériles des comités ; s'il sait découvrir et utiliser les véritables combattants prolétariens ignorés — s'ignorant souvent eux-mêmes — et qui existent *par milliers* dans les rangs du prolétariat industriel moderne, s'il sait utiliser toutes ses armes, il ne pourra que progresser rapidement et conquérir des couches de plus en plus grandes du prolétariat.

Engels répondant aux utopistes qui faisaient appel à « l'indignation morale » pour condamner et combattre les excès du régime capitaliste, s'exprime en ces termes :

« *La science économique ne saurait voir dans l'indignation morale, quelque justifiée qu'elle puisse être, un argument, mais seulement un symptôme ; sa tâche est bien plutôt de démontrer que les abus sociaux qui apparaissent, sont les suites nécessaires du mode de production qui subsiste, et en même temps, les signes de sa dissolution imminente et de découvrir au sein du mouvement économique qui se défait, des éléments d'une nouvelle organisation future de la production et de l'échange qui mettra fin à ces abus. La colère du poète est tout à fait à sa place quand il s'agit de décrire ces abus et d'attaquer ceux qui nient ou pallient ces abus : les théoriciens de l'harmonie, serviteurs de la classe dominante ; mais cette colère ne prouve rien pour chaque cas particulier et cela est bien évident, si l'on songe qu'à chaque époque de l'histoire jusqu'à présent, il y a eu matière à de telles colères.* »

(Anti-Duhring p. 189-90).

Plus nous approchons de l'heure où « les expropriateurs seront expropriés », plus ces paroles d'Engels ont de valeur. Elles démontrent clairement au Parti du prolétariat qu'il ne doit pas craindre d'exposer sans cesse aux masses les *causes réelles* de leur asservissement. Le prolétariat industriel est capable de comprendre les conditions de son émancipation, développées concrètement.

Ces paroles indiquent surtout que le Guide du prolétariat, en se créant une base *matérialiste*, doit éliminer de ses rangs *l'idéalisme* qui a pu embellir la vie des hommes, mais jamais l'expliquer et encore moins la diriger.

Sa base matérialiste, c'est le prolétariat.

L'hégémonie prolétarienne, c'est avant tout la suprématie du prolétariat industriel. Ce n'est qu'en estimant cette réalité historique à sa pleine valeur qu'un Parti communiste peut prétendre faire face aux tâches qui lui sont dévolues.

A. JUIN. (14-3-27.)

Pour une critique implacable et « prolétarienne » des chefs socialistes

□□□

A propos de l'article paru dans le nº 69 du 1er avril des *Cahiers du Bolchevisme*, sous le titre : *Unité syndicale, unité politique et front unique*, je veux présenter quelques observations sur notre critique des chefs socialistes et le front unique.

Le Bureau Politique a eu raison, une fois de plus, de condamner la tactique des propositions de front unique basée sur le programme et les mots d'ordre communistes de notre Parti.

Cette tactique sectaire ne peut nous rapprocher des masses, mais elle nous en éloigne. La Conférence du 2 décembre l'a remisée aux archives ; n'en secouons plus la poussière.

Ce qui ne veut pas évidemment dire que nous devions, dans la pratique du front unique, ne pas exposer notre programme intégral et nos mots d'ordre, ce serait là une politique liquidatrice. Un communiste ne doit jamais cacher son drapeau dans l'exercice du front unique. Voici le passage de la résolution du Bureau Politique que je veux discuter :

« Les chefs socialistes proposent eux-mêmes et appliquent des solutions capi-
« talistes, ou bien, comme actuellement en France, ils laissent faire une politique
« qui se traduit par une aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière... »

« C'est dans ces faits que réside la trahison des socialistes. Ce n'est pas en accolant à leur nom le qualificatif de traîtres, ce n'est pas en concentrant tous nos feux sur ces chefs que nous enrayerons l'offensive capitaliste et entraînerons les ouvriers. Il est des plus dangereux de tomber dans ces travers qui consistent à ne plus voir que les chefs socialistes et à oublier le capitalisme. C'est ainsi que l'on tombe dans les petites manœuvres et que l'on s'isole des ouvriers... »

Je ne comprends pas comment, en combattant les chefs socialistes, nous pouvons oublier le capitalisme puisque c'est parce qu'ils défendent le capitalisme que nous combattons les chefs socialistes !

Nous cherchons à triompher de la classe bourgeoise ; pour cela nous devons rallier sous notre drapeau les larges masses ouvrières, soit que nous les enrôlions dans notre Parti, soit que nous les influencions par notre politique.

Or, encore aujourd'hui, des milliers d'ouvriers subissent l'emprise de la social-démocratie. Sur la route de la lutte de classes, à travers les batailles contre le capitalisme, nous trouvons devant nous les chefs socialistes, soucieux de protéger les privilèges des possédants. Pour triompher du capitalisme, nous devons battre la social-démocratie, lui arracher les masses ouvrières qu'elle trompe, ruiner toute son autorité en tant que Parti nominal de la classe ouvrière.

La victoire de la révolution prolétarienne est impossible tant que deux partis se partagent la confiance des millions de salariés : ceux-ci, pour vaincre, doivent avoir une confiance illimitée dans leur parti de classe. Donc, je ne vois pas comment on peut oublier le capitalisme, en combattant les trahisons des chefs socialistes ; la critique implacable des chefs socialistes est indissolublement liée à la lutte contre le capitalisme ; car c'est dans la mesure où nous aurons fait comprendre aux masses socialistes et réformistes la trahison de leurs chefs que nous pourrons les entraîner dans la lutte révolutionnaire.

Passons au deuxième point : Pour battre les chefs socialistes, il ne suffit pas « seulement » d'accoler à leur nom le qualificatif de traîtres, il faut le démontrer avec des arguments et des faits, c'est entendu. Nous devons même mener, à l'intérieur de notre Parti, une large propagande pour qu'on ne trouve plus des ouvriers communistes qui se contentent de dire à des ouvriers socialistes : « Avec vous il n'y a rien à faire, vos chefs sont des traîtres », et c'est tout.

Le qualificatif traître doit venir après une explication détaillée, sur des faits précis de cette trahison, il faut l'analyser, la décarcasser et en montrer sa répercussion jusque dans la vie quotidienne du prolétaire à l'usine. Mais, après cette vigoureuse démonstration des faits, l'épithète de traîtres peut et doit aller marquer au fer rouge la face des chefs de la IIe Internationale.

Prenons un exemple : les articles du camarade Semard, dans l'*Humanité*, répondant à M. Léon Blum. Ces articles étaient certes intéressants, documentés ; nos militants ont pu y puiser des arguments pour leur lutte contre la social-démocratie ; mais ces articles étaient incomplets ; il y manquait ce qui manq rarement dans les discours et les écrits du camarade Semard, le caractère de révolte et de protestation prolétarienne. Ces articles étaient trop académiques, j'avoue en avoir été étonné, car nous ne sommes pas habitués à lui entendre tenir un langage parlementaire quand il s'adresse aux chefs socialistes, et nous aimons à retrouver dans ses paroles cinglantes la voix de l'usine et de l'atelier.

Je ne l'ai pas retrouvée dans les articles de l'*Humanité*. Nous aurions voulu qu'on réponde à M. Blum, comme pourrait lui répondre un ouvrier conscient, sortant des usines Renault ou Citroën, avec dans les bras, sur les reins et sur les épaules les traces du surmenage de la rationalisation capitaliste de M. Poincaré dont les chefs socialistes contemplent philosophiquement, le cigare au bec, les bras croisés, l'expérience... Cet ouvrier ne mettrait pas de gants pour répondre à M. Blum. Il faut que notre Parti réponde aux chefs socialistes mobilisés pour la défense capitaliste, comme ferait un mutilé ouvrier conscient qui aurait perdu une jambe à la guerre. Croyez-vous qu'il respecterait la grammaire et la littérature française pour cracher son mépris et sa haine aux députés socialistes nationalistes désinternationalisés ? En exposant le problème de la rationalisation ou le projet militaire, il ne faut pas craindre de dire crûment que les députés socialistes trahissent la classe ouvrière.

Je ne sais pas si ce langage est injurieux au point de vue bourgeois, mais je le crois conforme à la justice de classe, à la raison et conscience ouvrière, donc à la vérité marxiste.

Bien entendu, il ne faut accoler ces épithètes infamantes qu'aux chefs socialistes conscients, responsables, qui jettent la bouée de sauvetage à la classe possédante ; celle-ci, sans eux, avec la réalisation de l'unité d'action du prolétariat, prendrait un « bouillon de onze heures ».

Distinguons toujours les chefs socialistes des ouvriers socialistes, abominablement trompés et menés en laisse dans le camp de la bourgeoisie par leurs chefs.

Remontons énergiquement le courant dans notre Parti où trop souvent nos militants mettent dans le même sac Etat-Major et troupes socialistes.

Dans l'esprit de la Résolution du Bureau Politique appliquons à la base le front unique avec les ouvriers socialistes, réformistes et inorganisés...

Mais critiquons implacablement les chefs socialistes, certes, toujours avec des arguments, des faits, mais avec toute la brutalité prolétarienne qu'exigent leurs trahisons répétées.

Staline, dans son *Léninisme théorique et pratique*, dit que la lutte implacable contre l'opportunisme de la IIe Internationale a donné au léninisme son caractère extrêmement combatif et révolutionnaire. On ne trouverait pas une ligne dans l'œuvre de Lénine où il recommanderait par tactique de ménager les chefs socialistes ; *même quand il passait des compromis avec les mencheviks*, sa critique de la politique social-démocrate était implacable, et s'il y apportait des arguments solides, irréfutables, il ne s'abstenait pas d'accoler aux noms des chefs socialistes l'épithète exigée par leur vile soumission aux intérêts de la classe possédante.

Je comprends parfaitement l'idée qui a guidé nos camarades de la direction du Parti en écrivant le passage que j'ai cité. Leur intention est louable. Ils ont cherché à permettre une application plus large du front unique, mais, à mon avis, aux dépens de la vigueur de notre critique, les chefs socialistes ont toujours dit : « Front unique, oui, mais cessez de nous insulter. » Que ces messieurs commencent d'abord à ne plus trahir systématiquement la classe ouvrière, les travailleurs socialistes et réformistes.

La formule du Bureau Politique ouvre la voie aux « entretiens courtois, aux débats philosophiques, aux conversations parlementaires, aux discussions académiques » avec les chefs socialistes. Ceux-ci ne demandent pas mieux.

Comment voulez-vous que nos militants ouvriers puissent résister à l'avalanche de grossiers et savants sophismes, de cynique démagogie, de bavardages éloquents par lesquels le chefs socialistes, la plupart orateurs remarquables, « théoriciens éminents de la phrase révolutionnaire », démontreront (?), comme l'a fait l'autre jour, à la Salle des Sociétés Savantes, Sa Majesté Vandervelde, qu'ils sont, eux, les ministres des Rois et des gouvernements bourgeois, piliers du régime capitaliste, les véritables héritiers du « marxisme adapté et modernisé ».

Démontrons aux multitudes populaires, par une explication détaillée, les actes de trahison des chefs socialistes.

Mais appelons, en marxiste, une vache une vache, et les chefs socialistes des traîtres à la classe ouvrière.

Michel MARTY.
(Région Parisienne.)

En somme l'opinion essentielle du camarade Michel Marty se tient tout entière dans une des dernières phrases de son article : « La formule du Bureau politique ouvre la voie, etc... »

Eh bien ! quoique Michel Marty puisse en penser, le papier du B. P. n'ouvre la voie qu'aux entretiens courtois avec les ouvriers socialistes, aux débats, conversations, discussions fraternelles et aux actions communes avec eux. Que nos camarades relisent l'ensemble de cet article et ils en seront convaincus.

Mais pour obtenir cet heureux résultat, ce sont les méthodes préconisées par le B. P. qu'il faut appliquer et non celles qui tendent à substituer la démagogie facile au travail révolutionnaire pratique.

LE SECRETARIAT DU PARTI.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro un article de notre camarade Blond

Le Gérant : François GAY.

Imprimerie Française (Maison J. Dangon), 123, rue Montmartre, Paris (2e)
Georges Dangon, imprimeur.

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ
132, rue du Faubourg Saint-Denis — PARIS (10e)
Téléph. : NORD 07-51 **Chèque Postal 943-47**

E. VARGA

LES PARTIS SOCIAL-DÉMOCRATES

Prix : 15 francs

LA JEUNESSE avec la Révolution Chinoise

Prix : 1 fr. 50

Les communications aux CAHIERS concernant l'Administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre ; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, Paris.

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ
132, Faubourg Saint-Denis, PARIS (10e) - Chèque postal : 943-47

N. LENINE

PAGES CHOISIES

munies d'introduction et de notes de P. Pascal

PREMIÈRE PARTIE
(1893-1904)

Prix ... ... **9** francs

LÉNINE ET LA JEUNESSE

Prix ... ... **2** francs

N. BOUKHARINE

LES PROBLÈMES DE L'ÉDIFICATION SOCIALISTE

(FASCICULE 1er)

Prix **1. 50**

En vente dans tous les **Rayons** et à la **Librairie de l'Humanité**

Les organisations obtiendront des conditions spéciales au Bureau d'Editions, 132, Faubourg Saint-Denis, Paris

Imprimerie Française, Maison J. Dangon, 123, rue Montmartre, Paris (2e),
Georges Dangon, imprimeur.